



INTERNATIONALE DES SERVICES PUBLICS

La fédération syndicale internationale des travailleurs.euses des services publics

FRANÇAIS



2019

Rapport Annuel

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	4
Lutter contre la Privatisation et Promouvoir des Services Publics de Qualité	6
Influencer les Politiques mondiales	9
Fiscalité	10
Commerce	15
Digitalisation	18
Migration et Réfugié.e.s	20
Crise climatique	24
Urgences et Catastrophes	25
Droits syndicaux - CIT, Missions et Campagnes de Solidarité	26
Syndicalisation et Croissance	31
Eau	32
Energie	33
Conférences régionales	38
Entreprises Multinationales	40
Administration Locale et Régionale/Municipalités	42
Administration Nationale et Fonctionnaires internationaux	47
Lutter contre la corruption et protéger les lanceurs d'alerte	48
Santé et Services Sociaux	49
Education, Culture et Médias	53
Communications et Campagnes	54
Promotion de l'Égalité et de l'Équité	56
LGBT+	58
Travailleurs et travailleuses handicapé.e.s	60
Jeunes Travailleurs et Travailleuses	61
Soutenir le Renforcement des Syndicats	64
Europe (FSESP)	66
Rapport financier	72

Une nouvelle fois, 2019 a vu l'ISP innover et être à l'avant-garde de victoires majeures pour les travailleurs.euses et les services publics.

Au cours de la deuxième année de notre mandat suite au Congrès de Genève, nous avons réalisé un travail considérable avec les affiliés dans les régions pour mettre en œuvre notre programme d'action. Nous avons introduit de nouvelles règles constitutionnelles qui ont permis une plus large participation démocratique régionale et nous avons organisé avec succès nos trois conférences régionales.

L'histoire a été écrite lors de la Conférence internationale du travail sur la nouvelle Convention C190 et la Recommandation R206 de l'OIT sur la violence et le harcèlement dans le monde du travail. Nous travaillons actuellement à la deuxième phase de la campagne contre la violence fondée sur le genre, qui se concentre sur l'éducation, la négociation et les stratégies de mise en œuvre afin de pousser à la ratification et à la mise en œuvre.

En 2019, notre projet sur le secteur de la santé aux Philippines a fait campagne sur les questions des travailleurs.euses précaires, de la privatisation, de l'augmentation du budget de la santé publique. La loi sur le congé maternité élargi de 105 jours et la loi sur les soins de santé universels ont toutes deux été approuvées par le Président philippin Rodrigo Duterte en février. Des victoires comme celle-ci nous rappellent l'importance du soutien que nous recevons de nos affiliés pour un large éventail de projets.



INTRODUCTION

Nous avons remporté une victoire importante après trois ans de travail, avec l'adoption par la Global Reporting Initiative (GRI) de sa norme de déclaration fiscale exigeant que certaines des plus grandes entreprises multinationales du monde déclarent publiquement combien et où elles paient des impôts. L'ISP et le Centre for International Corporate Tax Accountability and Research (CICTAR) ont mobilisé le soutien public de fonds d'investissement d'une valeur de 10.000 milliards de dollars américains pour s'assurer que les normes ne soient pas édulcorées. Le CICTAR, créé par l'ISP en 2018, continue de se développer et de soutenir les affiliés de l'ISP pour faire campagne en faveur de la responsabilité fiscale et financière des entreprises.

En 2019, l'ISP a également lancé des travaux dans de nouveaux domaines majeurs.

Nous avons lancé la toute première action syndicale mondiale en faveur des droits des personnes LGBT+. Avec le soutien de la FNV, l'ISP dirige les fédérations syndicales internationales dans leur lutte pour l'inclusion des personnes LGBT+ dans les syndicats, sur le lieu de travail et dans les services publics.

Nous avons également étendu notre action sur les services publics de qualité. Nous avons lancé un nouveau programme de travail sur la numérisation et la manière dont elle affecte les services publics et les travailleurs.euses du secteur public et nous avons commencé à travailler sur la dette souveraine en partenariat avec le Comité des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED). Notre travail sur la remunicipalisation a été intensifié et nous avons conduit une délégation internationale de syndicats de services publics à la conférence internationale «The Future is Public» à Amsterdam.

Nous continuons à soutenir les affiliés dans leur lutte contre la privatisation. Au Chili, nos affiliés ont joué un rôle central dans les grandes manifestations contre les changements apportés au système de retraite et le Korean Health and Medical Union (KHMU) a annoncé une mobilisation générale contre l'expansion des hôpitaux à but lucratif et contre le travail précaire. En septembre, l'ISP a rejoint les affiliés français du secteur de l'énergie pour soutenir une mobilisation nationale contre le démantèlement du groupe EDF et du service public d'électricité du pays.

Malheureusement, 2019 a également vu une recrudescence des attaques contre les travailleurs.euses du secteur public et nous avons soutenu activement nos affiliés dans de nombreux pays, notamment en Algérie, au Guatemala, en Équateur, en Turquie, en Égypte et au Brésil. En octobre, l'ISP a lancé le [Guide pratique pour l'action syndicale dans le système interaméricain des droits humains](#). Cette publication est la première du genre dans le cadre de l'Organisation des États américains (OEA).

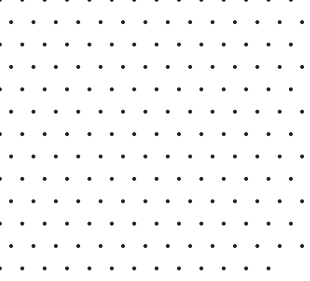
Dans le cadre de notre travail permanent, nous avons continué à influencer activement la politique mondiale. Nous avons assisté à la 25e conférence des Nations unies sur le changement climatique (COP25) en Espagne et à la réunion alternative à Santiago du Chili. En juillet, j'ai pris la parole au Forum politique de haut niveau des Nations unies sur le développement durable (HLPF) à New York pour souligner la nécessité de faire respecter les droits du travail et les droits syndicaux des travailleurs.euses du secteur des ALR/ Municipalités. Grâce à notre reconnaissance officielle historique à l'OMS, l'ISP a participé aux organes directeurs de l'OMS.

Nous soutenons également une série de travaux sur la migration. Cette année, avec les affiliés suédois et libanais de l'ISP, j'ai pu constater de visu une partie de notre travail lorsque j'ai visité un camp de réfugié.e.s à Terbol (Bekaa orientale) et tenu des tables rondes avec des partenaires et des parties prenantes de l'OIT, du HCR, du ministère libanais des affaires sociales et des syndicats.

Un travail comme celui-ci me rappelle pourquoi la solidarité internationale, les valeurs syndicales et les services publics de qualité sont essentiels à la lutte pour un monde meilleur.

Il nous confirme également qu'en s'exprimant d'une voix forte, les travailleurs.euses du service public peuvent apporter de réels changements. Le rapport annuel de cette année en contient beaucoup d'autres.

Rosa PAVANELLI, Secrétaire générale de l'ISP



La privatisation est encouragée au niveau mondial par un ensemble de politiques complexes et entremêlées. Le financement des objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU repose sur un «financement innovant», qui suppose que :

- Les gouvernements n'ont plus assez d'argent pour financer le développement ;
- Au contraire, le secteur privé dispose d'argent qu'il convient d'injecter dans des projets de développement ;
- La meilleure façon de faire venir le secteur privé est d'utiliser l'argent public pour racheter les risques privés, par exemple, les fluctuations monétaires, la non-performance, etc.

LUTTER CONTRE LA PRIVATISATION ET

Promouvoir des Services

Publics de Qualité

1

Le document de la Banque mondiale intitulé «Maximiser le financement du développement» fixe le cadre général : les gouvernements doivent puiser dans les fonds des investisseurs institutionnels (compagnies d'assurance, fonds de pensions et fonds souverains) et doivent «fusionner» les fonds publics avec les fonds privés afin d'attirer ces investisseurs. Il insiste sur le fait que les gouvernements doivent d'abord concevoir des projets faisant appel à des fonds et à des opérateurs privés, et que ce n'est que s'ils ne parviennent pas à attirer l'intérêt du secteur privé qu'ils peuvent envisager d'utiliser des fonds publics - la Banque mondiale aidera à remanier les lois nationales pour donner la priorité au secteur privé. De nombreux gouvernements ont déjà créé des bureaux de PPP pour encourager les marchés publics à être attribués au secteur privé.

Le G20-OCDE Infrastructure as Asset Class tente désespérément de fixer les règles mondiales et nationales pour l'investissement privé dans les infrastructures publiques, y compris les infrastructures sociales. L'initiative chinoise «Belt and Road», soutenue par la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB), met en œuvre des projets sur tous les continents, avec des composantes PPP importantes.

L'ISP se joint à un certain nombre d'alliés pour lutter contre cette approche peu judicieuse du développement. Nous développons les analyses, préparons les arguments et menons des actions de plaidoyer pour démontrer que le fait de compter sur le financement privé pour construire des infrastructures publiques et fournir des services publics ne donnera pas les résultats escomptés, tout comme les politiques de PPP l'ont fait.



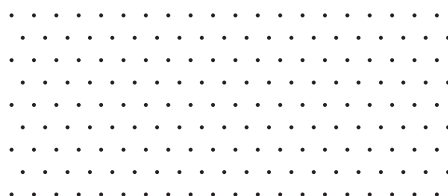
Carolina Espinoza (CONFUSAM/Chile) protestant contre le système de retraite privatisé © AFP

LUTTER CONTRE LA PRIVATISATION

RÉSISTANCE À LA PRIVATISATION DANS LES PAYS

Au Chili, environ deux millions de personnes, dont des affiliés de l'ISP, ont manifesté contre le système de retraite privatisé, en place depuis les années 1980, qui se traduit par un niveau de pensions très faible pour les retraités et des profits pour l'industrie financière. La lutte a pris de l'ampleur après l'explosion sociale survenue au Chili en octobre 2019.

NO+AFP





Les efforts de KPTU pour que la ligne 9 du métro de Séoul redevienne propriété et gestion publiques ont porté leurs fruits en janvier.

Les efforts déployés par le syndicat coréen des travailleurs.euses du service public et des transports pour que la ligne 9 du métro de Séoul - l'une des artères de transport public les plus critiques de la capitale très peuplée - redevienne propriété et gestion publiques ont porté leurs fruits en janvier, lorsque le gouvernement municipal a décidé de mettre fin au contrat, à mi-chemin d'un accord de 10 ans, avec les opérateurs privés français, RATP Dev et Transdev, à la suite d'une rupture des négociations d'un nouveau contrat. Seule ligne principale du métro de Séoul gérée par un opérateur privé, la ligne 9 avait la réputation d'offrir un service de faible qualité et de mauvaises conditions de travail, attribuées à une recherche agressive de profits et à une réduction des coûts. La campagne de KPTU pour la remunicipalisation de la ligne 9 a débuté en 2017 et a rallié les usagers et la société civile pour exiger une meilleure qualité de service, la sécurité, l'efficacité et des conditions de travail décentes.

En février, la Korean Health and Medical Union (KHMU) a annoncé une mobilisation générale contre l'expansion des hôpitaux à but lucratif et contre le travail précaire par le biais d'une série de campagnes qui se tiendront au cours de l'année. À Daegu, 300 manifestant.e.s ont réclamé des «hôpitaux sans travailleurs.euses licencié.e.s» et la réintégration des travailleurs.euses licencié.e.s du centre médical universitaire de Yeungnam. En mars, le gouvernement provincial de l'île de Jeju a entamé une procédure visant à révoquer la licence de ce qui aurait été le premier hôpital à but lucratif du pays.



Daniel Bertossa , Assistant Secrétaire général

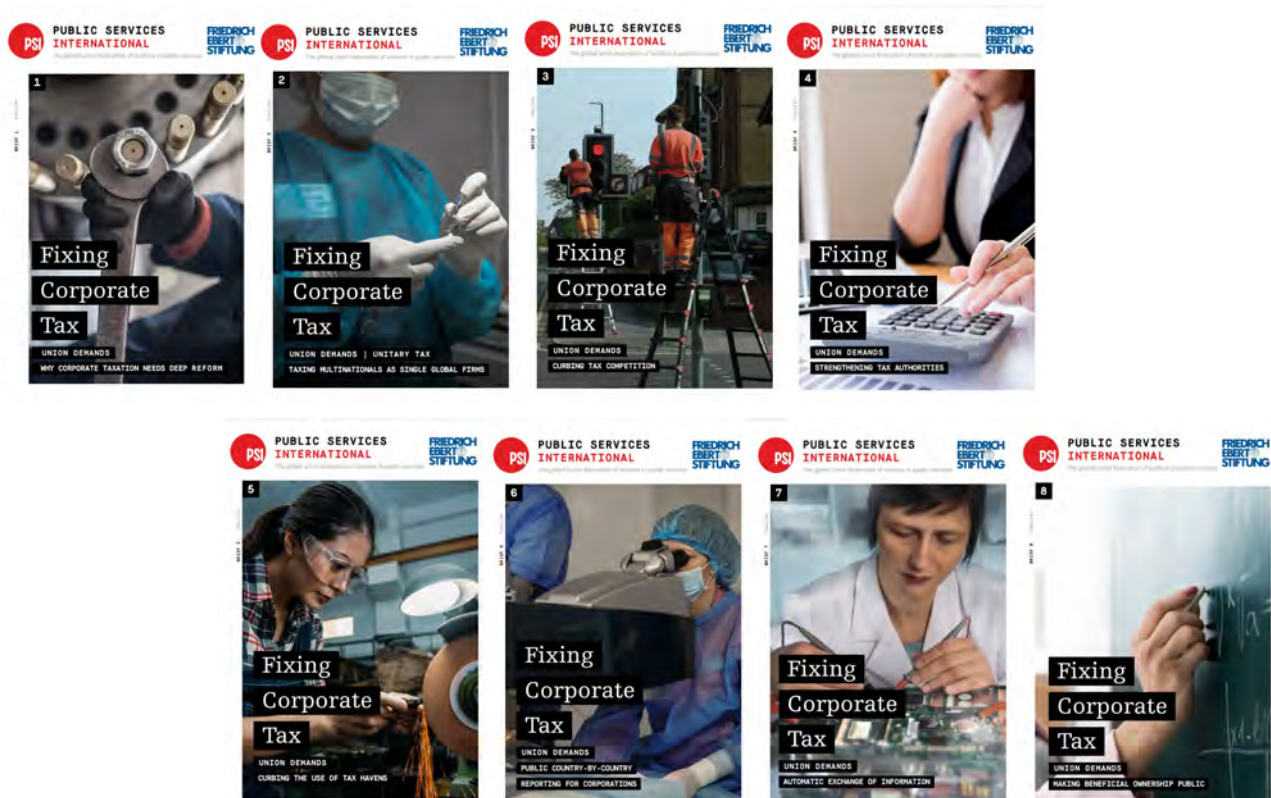
2

Au cours de l'année 2019, les institutions mondiales, tant publiques que privées, ont continué à accroître leur influence sur les lois et les normes que les gouvernements nationaux sont contraints de suivre, souvent avec peu ou pas d'engagement direct avec les travailleurs.euses ou les communautés au niveau national ou local qui sont directement concernés. L'ISP a veillé à ce que le point de vue particulier des travailleurs.euses des services publics soit entendu. L'ISP est l'une des rares organisations qui défendent constamment et sans relâche l'intérêt public, les services publics et le secteur public dans les forums mondiaux, souvent contre le lobbying concerté des grandes entreprises.

INFLUENCER LES

Politiques mondiales

En 2019, l'ISP a obtenu de véritables victoires pour les travailleurs.euses et les usager.e.s des services publics de qualité. Les exemples donnés ci-dessous s'ajoutent au travail couvert ailleurs dans ce rapport annuel sur des questions telles que les droits syndicaux et la lutte contre la privatisation.



L'ISP continue de mener le mouvement syndical mondial dans sa lutte pour la justice fiscale. Notre travail avec les syndicats et la société civile a commencé à faire évoluer le paysage fiscal mondial et a créé des opportunités en 2018 pour changer la politique fiscale globale.

FISCALITÉ

Cette année, nous avons continué à mener des campagnes nationales et régionales en organisant des réunions et des recherches en Tanzanie, au Nigeria, au Ghana, au Costa Rica, en Argentine, en Inde, en Mongolie, au Japon et au Brésil. Nous tiendrons une réunion de suivi en Amérique latine sur la fiscalité et le service public sensible au genre, de la même manière qu'en 2018.

Nous avons récemment publié notre série de notes d'information sur la politique de [fixation de l'impôt sur les sociétés](#). Cette ressource documentaire en huit parties destinée aux affiliés présente les principales demandes que les syndicats nationaux doivent formuler pour corriger la politique mondiale en matière d'impôt sur les sociétés.

L'investissement à long terme de l'ISP dans la Commission indépendante sur la réforme de la fiscalité internationale des entreprises (ICRICT) continue de porter ses fruits. La Commission compte désormais des membres tels que Joseph Stiglitz, Thomas Piketty, Gabriel Zucman, Jayati Ghosh, Wayne Swan, José Antonio Ocampo, Eva Joly et Magdalena Sepúlveda Carmona. L'ICRICT est maintenant invitée à défendre ses points de vue auprès de l'OCDE, de l'ONU, du FMI et des gouvernements nationaux. Plus récemment, elle a rencontré des représentants du groupe G24 et le ministre allemand des finances. Les activités de l'ICRICT ont été couvertes par plus de 200 articles dans les médias grand public au cours de l'année dernière. L'ISP continue de présider le Comité directeur de l'ICRICT.

Au début de cette année, l'OCDE a lancé des consultations sur la taxation de l'économie numérique. L'ISP et l'ICRICT ont soumis des propositions. Les États-Unis et le G24 proposent actuellement d'imposer les multinationales en tant qu'entités mondiales, tandis que la France et l'Allemagne proposent d'appliquer un taux minimum d'imposition des sociétés. Ces deux propositions sont des demandes du mouvement syndical mondial et auraient été impensables il y a seulement deux ans.

Cependant, on craint maintenant que les intérêts du lobby des entreprises technologiques, et en particulier des États-Unis, ne se combinent avec certains pays européens pour affaiblir les propositions visant à limiter les recettes réelles collectées et à garantir que la majeure partie de ces recettes aille aux pays de marché et non aux pays producteurs. L'ICRICT a publié en octobre un document mettant en garde contre ces problèmes, qui a fait l'objet d'une couverture mondiale. L'ISP travaille avec d'autres syndicats mondiaux et l'ICRICT pour influencer ce processus.

Fin 2018, le FMI a entrepris une consultation sur les effets de la fiscalité des entreprises dans l'économie mondiale et l'ISP a fait des soumissions début 2019. Le [rapport](#) du FMI, publié en mars, est à la fois critique à l'égard du nivellement par le bas et du processus BEPS de l'OCDE. Il plaide également pour le maintien de l'impôt sur les sociétés et soutient la répartition par formule. Ces deux points sont des revendications de longue date du mouvement pour la justice fiscale.



Le commissaire de l'ICRICT et ancien ministre australien des finances, Wayne Swan, avec Daniel Bertossa, Assistant Secrétaire général de l'ISP, se sont rendus à Berlin pour faire pression en faveur de changements dans les règles mondiales de l'impôt sur les sociétés.

LA RESPONSABILITÉ FISCALE DES ENTREPRISES ET LA [GLOBAL REPORTING INITIATIVE \(GRI\)](#)

L'ISP a remporté une victoire importante dans son combat pour la responsabilisation fiscale des entreprises lorsque le Conseil des normes de la GRI a adopté la demande syndicale de longue date concernant la déclaration publique pays par pays (CBCR) en septembre 2019. Il s'agit de la première norme exigeant que les grandes entreprises multinationales divulguent publiquement où, et combien, les impôts sont payés dans tous les pays où elles opèrent.

L'ISP a représenté le mouvement syndical mondial au sein du Comité technique fiscal de la GRI qui a élaboré la norme et a travaillé avec CICTAR (voir ci-dessous) pour mobiliser des fonds d'investissement d'une valeur de plus de 10 000 milliards de dollars US afin de soutenir publiquement la proposition. Il s'agit du plus grand nombre jamais atteint de fonds d'investissement soutenant une norme GRI et l'ISP a bénéficié d'une importante couverture [médiatique](#).

Actuellement, 63% des 100 plus grandes entreprises (N100) et 75% des 250 plus grandes entreprises mondiales (G250) sont conformes à la GRI et si elles souhaitent continuer à l'être, elles devront publier des rapports CBCR chaque année. Contrairement aux autres normes volontaires, la norme GRI est rigoureuse et bien meilleure que la norme actuelle de l'OCDE (non publique). La norme GRI et le soutien des investisseurs mettront la pression sur l'OCDE avant la révision de sa propre norme CBCR en 2020.

Les syndicats pourront désormais également utiliser la norme comme base pour les clauses des conventions collectives, des accords généraux de vente et pour les clauses de transparence dans les marchés publics.



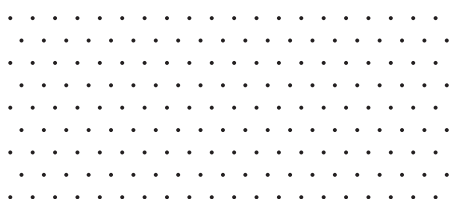
Au Chili, dans le but de rejeter le projet de réforme fiscale du président Piñera, les affiliés de l'ISP du service des impôts internes (ANEIICH et AFIICH) ont lancé en mars 2019 la campagne «Que no te pasen gato por liebre» («Ne laissez pas le chat sortir du sac»), qui comprenait quatre vidéos illustratives, des affiches, des diptyques et des toiles accrochés sur les façades des bureaux du service des impôts internes dans tout le pays, en plus d'apparitions dans la presse locale.

En Argentine, le nouveau gouvernement d'Alberto Fernandez a envoyé au Congrès un ensemble de mesures pour lutter contre la crise économique, notamment des augmentations d'impôts pour les riches et pour des secteurs économiques comme l'agriculture.

Afin de renforcer la lutte de ses affiliés pour des réformes fiscales progressives, l'ISP Interamericas, avec le soutien de la Fondation Friedrich Ebert, a lancé deux autres études sur le thème de la justice fiscale : «[Les incitations fiscales en Amérique latine](#)» et «[La justice fiscale est possible en Amérique latine](#)». Les deux études sont disponibles uniquement en espagnol et en portugais. Elles ont été lancées avec de courtes versions vidéo, produites en association avec le journal Le Monde Diplomatique Brasil.



Un des points forts de la lutte pour la justice fiscale a été l'accent mis sur le genre. Les femmes sont les plus touchées par l'injustice fiscale et les victimes de la précarité des services publics qui en résulte. En mars, l'ISP a participé à la campagne «Let Taxes Help Improve Women's Lives», promue par le Réseau pour la justice fiscale d'Amérique latine et des Caraïbes, l'Alliance mondiale pour la justice fiscale et LATINDADD.

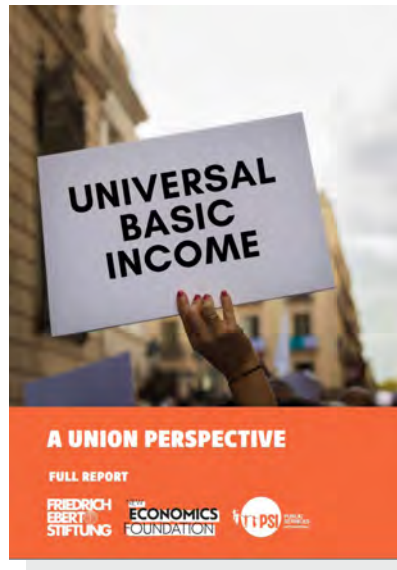


REVENU DE BASE UNIVERSEL ET QPS

L'une des réponses à la dépolitisation de la technologie et à l'érosion des droits des travailleurs et des services publics est la montée en puissance de la défense d'un revenu de base universel. Les affiliés de l'ISP, les défenseurs des services publics et d'autres membres du mouvement syndical ont parfois eu du mal à s'engager dans ce débat.

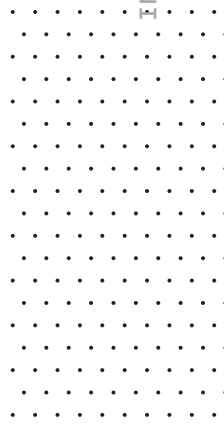
L'ISP a mené la discussion au sein du Council of Global Unions (CGU) et a commandé le rapport [Universal Basic Income : A Union Perspective](#) comme ressource pour les dirigeants syndicaux désireux de s'engager de manière constructive dans le débat sur le revenu de base universel.

La conclusion de l'article est que de nombreux partisans du RBI sont préoccupés par les mêmes problèmes que les syndicats du secteur public, à savoir l'augmentation des inégalités, le travail précaire et le changement technologique, mais que les propositions de RBI présentent en général plusieurs défauts. L'article plaide en faveur d'un contrôle du travail comme réponse à l'introduction de la technologie et du travail précaire et non d'une capitulation avec un RBI comme compensation partielle.



Le rapport présente une réponse syndicale à l'UBI en expliquant qu'il est peu probable qu'il soit abordable, qu'il risque de défrayer et de saper les services publics en favorisant des formes d'utilisateur-payeur, qu'il ne traite pas les aspects les plus flagrants du travail précaire et qu'il n'est pas le moyen le plus efficace de s'attaquer à ces problèmes car il ne cible pas les plus démunis. Si les effets de l'introduction du RBI varient en fonction du niveau de développement économique, de l'état des services publics et de la nature de l'État-providence dans le pays où il est introduit, il est généralement moins progressiste que la fourniture de QPS et la réforme de l'État-providence - qui est plus redistributive et mieux ciblée sur la satisfaction des besoins humains.

Le rapport a reçu une attention médiatique significative et a déjà été référencé dans certaines publications. Le travail futur de l'ISP se concentrera sur la promotion de l'idée associée de services publics universels de qualité.





DETTE

En 2019, l'ISP a commencé à travailler sur la dette pour sensibiliser les affiliés aux impacts de l'accumulation de la dette souveraine sur les travailleurs et les services publics et fournir des documents que les affiliés pourront utiliser avec leurs membres.

Les conséquences des crises de la dette souveraine sont dévastatrices : réduction des services sociaux, privatisations, hausse du chômage, réduction des salaires et des conditions de travail, réduction des retraites, augmentation des taxes régressives sur le travail et les consommateurs. Tragiquement, les mesures d'austérité prescrites par les institutions financières internationales et les créanciers aggravent les problèmes, sapent la stabilité et la croissance à long terme et érodent la démocratie par le biais des conditionnalités des prêts. En l'absence de fiscalité progressive (voir Influencer la politique mondiale), les

IFI encouragent diverses formes de privatisation et d'initiatives de financement privé comme les PPP.

En collaboration avec le Comité des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED), l'ISP a produit une série de cinq notes d'information à l'intention des affiliés.

Nous avons également organisé des réunions en Europe centrale et orientale, à Buenos Aires pendant l'IAMRECON et pendant l'AFRECON, afin de mettre en évidence les risques croissants de la dette souveraine et ce à quoi les syndicats doivent faire attention.

L'ISP plaide en faveur de meilleurs mécanismes mondiaux d'apurement de la dette. Ceux-ci nécessitent un système multilatéral fonctionnel. La CNUCED a élaboré *les Principes de Genève pour un nouveau multilatéralisme au service de la prospérité partagée*. Ces principes sont conçus pour fournir le cadre multilatéral nécessaire à l'établissement d'un New Deal vert mondial. Le document présente les preuves du dysfonctionnement de l'économie mondiale actuelle et explique ses causes et comment un nouveau multilatéralisme peut fonctionner. L'ISP appelle ses affiliés à soutenir ces solutions vitales.



Jan Willem Goudriaan, Secrétaire général de la FSESP et Daniel Bertossa, Assistant Secrétaire général de l'ISP avec les participants du séminaire sur la dette de l'Europe du Nord-Est en Estonie.



Centre for
International
Corporate Tax
Accountability
and Research

CICTAR : AIDER LES SYNDICATS À DÉNONCER L'ÉVASION FISCALE DES ENTREPRISES

L'ISP a pris la tête d'une coalition visant à créer le Centre for International Corporate Tax Accountability and Research (CICTAR) afin de fournir une expertise aux syndicats désireux de mieux comprendre les dispositions fiscales des multinationales dans leur secteur.

CICTAR a commencé ses activités en mars 2018 et, au cours de sa première année, a déjà dépassé les attentes, publiant une série de rapports, aidant de nombreuses campagnes syndicales et apparaissant dans les médias du monde entier. CICTAR est soutenu par des syndicats en Australie, en Europe et en InterAmérique. Elle peut aider les partenaires syndicaux et de la société civile qui souhaitent intégrer un aspect fiscal dans leurs campagnes existantes ou lancer une campagne fiscale. CICTAR peut aider les syndicats :



Jason Ward, Analyste principal de CICTAR

- Sensibiliser le public à l'évasion fiscale des entreprises en fournissant un soutien technique, en rédigeant des rapports et en travaillant avec les médias pour expliquer en termes simples comment les entreprises fraudent le fisc.
- Développer les capacités et intégrer le travail fiscal dans leurs propres campagnes
- Créer une pression politique pour modifier la politique fiscale nationale

CICTAR a déjà dépassé les attentes au cours de ses 18 premiers mois :

- la publication d'un rapport sur les pratiques fiscales du secteur des soins aux personnes âgées en Australie ; une enquête du Sénat sur les soins aux personnes âgées a été lancée quelques semaines plus tard,
- mobiliser 10 000 milliards de dollars de soutien des investisseurs aux normes fiscales de la GRI.
- la publication d'un rapport sur les affaires fiscales de Bupa, une société privée britannique de soins de santé, suivie de peu par le [paiement par Bupa de 157 millions d'arriérés d'impôts](#),
- la publication d'un [rapport sur les pratiques fiscales](#) des entreprises bénéficiant de contrats publics d'externalisation au sein de l'Australian Tax Office, qui a reçu une attention médiatique importante,
- la création d'une boîte à outils syndicale des meilleures pratiques pour les campagnes sur la fiscalité des entreprises,
- la mise en place du [site Internet de la CICTAR](#) et la réalisation de dizaines d'[articles dans les journaux](#) et à la télévision.

CICTAR a prévu des travaux en Allemagne, au Canada et au Royaume-Uni pour 2020.



Depuis le Congrès 2017, la guerre commerciale du gouvernement américain avec la Chine et la politique America First ont déstabilisé ses relations commerciales établies et perturbé les processus multilatéraux. Dans le même temps, l'ISP et ses alliés ont remporté la campagne visant à stopper l'accord sur le commerce des services (TISA). Le travail de l'ISP s'est maintenant orienté vers les accords commerciaux régionaux et la campagne pour mettre fin aux systèmes de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS).

Nous continuons à affirmer que les résultats sociaux et économiques dévastateurs de la génération précédente d'accords commerciaux ont contribué à l'actuelle réaction de droite et populiste et que les futurs accords commerciaux doivent être fondés sur une mondialisation juste, un soutien aux services publics et bénéficier aux travailleurs.euses et à la société.

COMMERCE



Le renvoi par l'UE de sa proposition d'ISDS, la Cour multilatérale d'investissement (CMI), à la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international (CNUCED) est une préoccupation majeure car elle menace de re-légitimer le système ISDS largement discrédité par le biais des Nations Unies. Nous avons publié une note d'information à l'intention de tous nos affiliés sur les menaces que représente la CMI (en anglais) et nous avons fait pression sur les gouvernements. Nous avons cartographié les pays concernés et nous cibons les pays les plus influents dans le processus. En plus des réunions dans la région Asie-Pacifique en 2018 (Corée) en 2019, nous avons organisé des réunions en Amérique latine en mai (Pérou) et dans les pays africains et arabes en octobre (Maroc) pour informer les affiliés sur la proposition de la CMI. Nous avons commandé un guide militant sur l'ISDS en Afrique pour soutenir le travail de plaidoyer de l'ISP en Afrique.

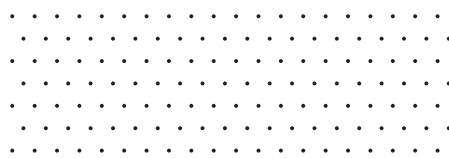


Réunion qui s'est tenue à Casablanca (Maroc) du 1er au 3 octobre, au cours de laquelle les affiliés de l'ISP et les organisations de la société civile d'Afrique et de la région MENA ont demandé l'éradication complète de l'ISDS dans les accords d'investissement et de commerce, ainsi que la suppression de la Cour multilatérale d'investissement (une proposition de réforme de l'UE concernant l'ISDS).

La 11e Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC MC11) s'est conclue sans déclaration. Depuis la 11e Conférence ministérielle, les comités de l'OMC ont discuté de la possibilité d'introduire de nouvelles disciplines sur la réglementation intérieure des services et d'un programme de travail sur la participation des micro, petites et moyennes entreprises (MPME) au commerce et les avantages qui en découlent, qui traite de nombreuses questions liées au commerce électronique.

Lors du Forum économique mondial (FEM) de Davos de 2019, 76 gouvernements ont annoncé des intentions de négociations sur le commerce électronique. Cet agenda très large pourrait conduire à une libéralisation étendue des biens et des services, ainsi qu'à des disciplines politiques importantes pour les gouvernements. L'ISP a travaillé avec ses affiliés et alliés pour exposer les principales préoccupations et a continué à faire pression pour un changement, comme lors du Forum de l'OMC de 2019. En Asie, nous continuons à soutenir le travail du nouveau réseau AP Unions for Trade Justice. (les Syndicats pour la justice fiscale) Des réunions nationales ont eu lieu en Inde, aux Philippines et en Malaisie. Les négociations en vue d'un partenariat économique global régional (RCEP), ou «ASEAN+6» (ASEAN plus l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Chine, l'Inde, la Corée et le Japon), sont entrées dans leur sixième année et restent notre principal centre d'intérêt dans la région. Les affiliés indonésiens ont assisté au dernier cycle de négociations à Bali. Les parties prenantes aux négociations ont convenu de redoubler d'efforts pour conclure un accord en 2019.

La proposition d'Accord de libre-échange (ALE) entre l'UE et le Mercosur reste une menace pour le développement économique de la région, car elle renforce le profil du Mercosur en tant qu'exportateur de produits agro-alimentaires et de matières premières, offre des droits accrus aux investisseurs, ouvre des secteurs protégés des économies nationales aux marchés étrangers et affaiblit les brevets sur les médicaments. Les parties prenantes sont parvenues à un accord de principe en juin 2019 et vont maintenant passer à la finalisation des textes. Une réunion régionale de coordination de l'ISP s'est tenue en Uruguay à la suite de la réunion régionale ISDS/CMI pour discuter de ces questions et planifier la suite des opérations. Au Chili, la Chambre des députés a approuvé le TTP-11 en avril, que les affiliés de l'ISP ont immédiatement rejeté. Cependant, c'est après les protestations sociales massives initiées en octobre 2019 dans ce pays - auxquelles nos affiliés ont activement participé - que le TTP-11 a finalement été retiré par le Sénat.



DIGITALISATION

La digitalisation bouleverse rapidement l'économie mondiale et si nous voulons défendre les droits des travailleurs.euses, influencer la forme des futurs services publics et veiller à ce que la démocratie et l'État ne soient pas sapés par des entreprises qui utilisent la transformation numérique pour concentrer leur pouvoir, les travailleurs.euses du service public, ainsi que leurs syndicats, doivent s'adapter à ces changements. La taille des intérêts numériques, la sophistication technique, la portée géographique et sectorielle de leurs opérations et la vitesse à laquelle le changement se produit signifient que les syndicats du secteur public doivent adopter une approche globale.



En 2018, l'ISP a lancé un programme de travail sur la digitalisation pour aider les affiliés:

- comprendre les implications pour les travailleurs.euses du service public
- Défendre les salaires et les conditions des travailleurs.euses face à l'introduction de nouvelles technologies
- Comprendre l'impact des nouvelles technologies sur la prestation des services publics.
- S'assurer que les travailleurs.euse et les syndicats comprennent les effets du big data et de la prise de décision algorithmique sur les travailleurs.euses, les services publics et la démocratie.

Pour aider les affiliés à comprendre les effets des nouvelles technologies numériques dans les services publics et sur les travailleurs.euses, nous avons commandé le rapport [Digitalisation et services publics : Une perspective syndicale](#). La principale conclusion est que les résultats

pour les travailleurs.euses et les usagers des services publics qui subissent une transition numérique dépendent de l'équilibre du pouvoir sur le contrôle des changements. Ce pouvoir ne doit pas être laissé aux seules mains des entreprises, mais inclure les partenaires sociaux et être réglementé dans l'intérêt public. Lorsque les travailleurs.euses ne sont pas impliqués dans la transformation, plusieurs aspects négatifs majeurs peuvent apparaître, notamment :

- Faciliter la privatisation et créer une dépendance des institutions publiques à l'égard des fournisseurs privés de technologies numériques.
- Surveillance et contrôle accrus des travailleurs.euses sur le lieu de travail et intensification du travail entraînant des risques pour la santé et la sécurité.
- Réduction des coûts et pertes d'emplois
- Des services publics moins réactifs et moins accessibles
- Plus de travail précaire et informel et désyndicalisation



Pour mieux comprendre comment le big data affecte les services publics et les travailleurs.euses du secteur public, nous avons commandé le document intitulé [Public Sector Workers in a Data-based Society \(Les travailleurs du secteur public dans une société fondée sur les données\)](#) à IT for Change, un partenaire de la société civile, et l'avons lancé lors de la Conférence régionale Asie-Pacifique (APRECON) en septembre.

Les données sont aujourd'hui reconnues comme l'une des ressources les plus précieuses des économies modernes. Pourtant, peu de gouvernements ont développé des politiques ou des institutions pour garantir que les données puissent être utilisées pour le bien public et générer des ressources publiques. De nombreuses entreprises privées détiennent désormais le monopole des données dont les gouvernements ont besoin pour faire fonctionner des services publics essentiels, et beaucoup de gouvernements cèdent les droits sur ces données à des entreprises sans en comprendre la valeur. Google Maps et Uber détiennent des données essentielles sur les flux de circulation dans les villes, les entreprises de cartographie génomique



Daniel Bertossa et la Présidente de l'AFT, Randi Weingarten, lors du webinar de l'AFT sur la numérisation organisé en novembre 2019.

collectent des bases de données massives sur le séquençage de l'ADN nécessaire au développement de futurs médicaments et Facebook peut influencer les résultats des élections sans pratiquement aucune surveillance réglementaire.

Le rapport montre comment le big data est une ressource précieuse créée par le travail collectif d'utilisateurs.trices et de travailleurs.euses qui ont cédé les droits sur leur travail sans compensation adéquate. De plus, les données n'ont de valeur que sous leur forme agrégée, ce qui leur confère la propriété d'un monopole naturel avec tous les problèmes économiques, sociaux et politiques associés que de tels monopoles entraînent. En fait, les données devraient être considérées comme une ressource collective de la communauté qui les a créées - tout comme les ressources minérales sont les ressources collectives de la nation dont le sol est recouvert. Ce document présente une approche radicale de la création de ce que nous appelons les données publiques ou communautaires, qui pourrait résoudre bon nombre des problèmes actuellement créés par les grandes technologies.





Enfant dans un camp de réfugiés syriens au Liban

MIGRATION ET RÉFUGIÉ. E. S

En 2019, le nombre de personnes déplacées de force a atteint 70,8 millions (HCR, 2019). Le nombre de personnes victimes d'exode dans leur propre pays était de 41,3 millions, le plus élevé jamais atteint, conséquence des conflits et des catastrophes. Dans ce contexte, l'importance cruciale des politiques de migration et de réfugiés fondées sur les droits et la promotion du travail décent, de la protection sociale et des services publics de qualité est restée la force du travail de l'ISP.

INFLUENCER LA POLITIQUE MONDIALE SUR LES QUESTIONS DE MIGRATION, DE DÉPLACEMENT ET DE RÉFUGIÉ. E. S

La mise en œuvre du Pacte mondial des Nations unies sur les migrations (PMNUM) et du Pacte mondial des Nations unies sur les réfugiés (PMNUR) a débuté en 2019. En ce qui concerne le PMNUM, l'ISP s'est activement engagée dans le réseau des Nations unies sur les migrations. L'ISP est membre des groupes de travail sur le travail décent et les accords bilatéraux sur la migration professionnelle, et sur l'accès aux services. Sur le PMNUR, notre travail a impliqué des actions au niveau national, principalement sur l'accès à la santé et à d'autres services publics pour les réfugié.e.s.

L'ISP est intervenue en tant que panéliste représentant les travailleurs.euses lors de l'événement de la Semaine mondiale de la protection sociale de l'OIT sur « l'extension de la protection sociale aux travailleurs.euses migrant.e.s » qui s'est tenu à Genève le 27 novembre. Nous avons souligné la manière dont les services publics sont affectés par la migration des travailleurs.euses de la santé et avons présenté des recommandations visant à garantir la protection sociale par le biais de mécanismes de transférabilité et l'application des normes internationales du travail.

Nous avons travaillé avec l'OIT pour faire pression en faveur d'une cohérence politique dans la gouvernance des Partenariats mondiaux pour les compétences (PMC). Si l'on n'y prend garde, les PMC risquent de devenir un modèle de partenariat public-privé permettant aux pays riches confrontés à des pénuries de personnel de santé de recruter du personnel compétent auprès des pays en développement par le biais du secteur privé. En réponse à notre demande, l'OIT a organisé un atelier le 28 novembre pour renforcer le rôle des partenaires sociaux dans la discussion sur les PMC. Les contributions et la position de l'ISP ont été incluses dans le rapport de l'atelier de l'OIT.



Les affiliés de l'ISP demandent aux gouvernements de rétablir les opérations de sauvetage en mer Méditerranée

Pour commémorer la Journée mondiale des réfugié.e.s, l'ISP a organisé une table ronde sur la manière de renforcer les stratégies visant à obtenir des droits humains et des services publics de qualité pour les réfugié.e.s et les travailleurs.euses migrant.es, les 10 et 11 juin, à Tunis. Les participant.e.s ont publié une déclaration appelant les gouvernements à rétablir les opérations de sauvetage en mer Méditerranée.



RENFORCER LES CAPACITÉS ET L'ENGAGEMENT DES AFFILIÉS DE L'ISP PAR LE BIAIS DE PROJETS

Tout au long de 2019, nous avons mis en œuvre le projet sur les droits humains, les syndicats et les services publics de qualité pour les réfugié.e.s et les travailleurs.euses migrant.e.s au Liban, en Tunisie et en Algérie, en partenariat avec nos affiliés suédois et U2U. Le projet a permis de mener à bien des recherches, des visites de proximité dans les camps de réfugié.e.s syrien.ne.s au Liban, et de nouer des alliances avec d'autres syndicats et la société civile. Nous avons organisé des ateliers de renforcement des capacités, publié des déclarations contre la xénophobie et en faveur des droits humains, et élaboré du matériel pédagogique.

Un autre projet sur les droits humains des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI) au Nigeria a été mis en œuvre avec les organisations syndicales suédoises ASSR et U2U, avec la participation des syndicats nigériens NANNM et MHWUN, affiliés de l'ISP dans le domaine de la santé. Le projet s'est concentré sur le nord-est du pays, où près de 2 millions de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays par les conflits de Boko Haram. Au cours de sa mise en œuvre (2018-2019), le projet a permis des recherches sur la situation des déplacés internes, organisé des visites dans les camps de personnes déplacées internes, réalisé des ateliers de renforcement des capacités, des forums de parties prenantes et des tables rondes, soutenu des actions de grève et obtenu des droits en faveur des urgentistes secouristes, et élaboré une charte syndicale des droits, une charte des revendications et un guide syndical des droits des personnes déplacées internes.



Projet sur les droits humains des personnes déplacées dans le camp de Wasa, Abuja, Nigeria, mis en œuvre avec ASSR et U2U de Suède, avec la participation de NANNM et MHWUN, affiliés de l'ISP dans le domaine de la santé.

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS ET DIALOGUE SOCIAL SUR LA MIGRATION DES TRAVAILLEURS.EUSES DE LA SANTÉ

L'ISP continue de s'engager auprès de l'OMS en tant que partie prenante de la Plateforme internationale sur la mobilité des travailleurs.euses de la santé (IPHWM). En juin, nous sommes intervenus en tant qu'orateur pour examiner l'efficacité du code de pratique de

l'OMS. Nous avons collaboré avec FES à une étude sur les Partenariats pour les compétences globales (PCG) dans le secteur de la santé. En août à Berlin, l'ISP, ver.di et FES ont organisé un atelier participatif pour les infirmières afin d'évaluer la mise en œuvre pratique de l'accord bilatéral de travail Allemagne-Philippines sur les travailleurs.euses de la santé. L'atelier a fourni des recommandations pour perfectionner la mise en œuvre de l'accord bilatéral sur le travail.



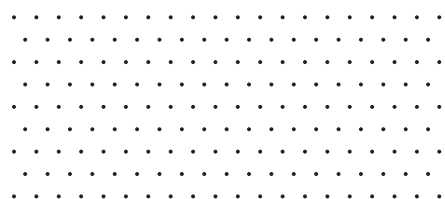
©Shutterstock

CRISE CLIMATIQUE

L'ISP a actualisé sa politique climatique pour refléter l'urgence croissante de la crise climatique ainsi que l'incapacité des gouvernements à utiliser les outils nécessaires au changement. Bien que l'Accord de Paris sur le climat ait mis en place de nouvelles politiques, celles-ci restent trop faibles pour lutter contre la crise. Les contributions déterminées au niveau national, bien qu'elles contribuent à encourager les gouvernements à élaborer des politiques climatiques spécifiques, restent volontaires et disposent de peu de moyens financiers pour mettre en œuvre des changements profonds.

En décembre, les affiliés et le personnel de l'ISP ont participé activement à la réunion alternative de la 25ème Conférence des

Nations Unies sur le climat (COP25) à Santiago du Chili. La COP25 a été transférée du pays andin vers l'Espagne en raison de la vague de protestations contre le gouvernement de Sebastián Piñera. La délégation de l'ISP a tenu des tables rondes, réalisé des activités et participé à la mobilisation populaire du peuple chilien. Vingt-quatre jeunes travailleurs.euses des sous-régions de l'ISP des Andes, du Brésil, de l'Amérique centrale et du Cône Sud ont appris et débattu du programme de justice climatique de l'ISP, ainsi que des aspects importants liés aux mouvements sociaux tels que Chile Despertó, les alliances stratégiques de l'ISP dans le domaine de la justice fiscale, et la lutte contre les accords de libre-échange et les sociétés multinationales.



Le Sommet des Nations Unies de Madrid, comme prévu, n'a pas été en mesure de progresser sur les questions clés, sans aucun nouveau progrès sur la réduction des émissions, ni aucun engagement sur les « pertes et dommages », par lesquels les fonds des émetteurs historiques (comprendre les pays riches) sont mis à la disposition des pays en développement qui ont émis peu de gaz à effet de serre mais qui souffriront lourdement des crises climatiques. L'incapacité du système des Nations Unies à résoudre la crise climatique suscite une frustration croissante.



L'ISP a finalisé notre boîte à outils sur le climat dans le cadre d'un projet soutenu par l'UtoU, qui est disponible pour tous les syndicats dans plusieurs langues. Le kit d'outils sur le climat est conçu pour les membres des syndicats, aborde certaines questions scientifiques, politiques et professionnelles et s'accompagne d'exercices de groupe.

Notre travail avec Trade Unions for Energy Democracy démontre que la transition vers les énergies renouvelables ne se réalise pas grâce au secteur privé et renforce les arguments selon lesquels les gouvernements et les services publics doivent prendre des positions beaucoup plus fortes dans ce secteur crucial.



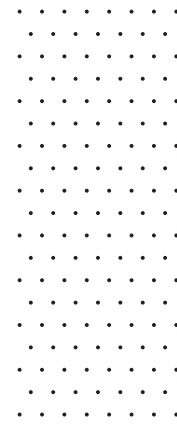
Construire une alliance avec les principaux acteurs du climat en Jamaïque en octobre 2019

URGENCES ET CATASTROPHES

Le travail de l'ISP sur les urgences et les catastrophes continue de se concentrer sur les directives de l'OIT sur les services publics d'urgence, validées à la fin de 2018. Nous avons établi des précédents importants, notamment les droits syndicaux de tous les travailleurs.euses d'urgence, les limitations spécifiques des secouristes volontaires en cas de catastrophe et l'accent mis sur l'importance des équipements de protection individuelle, entre autres. Le travail de l'ISP sur le climat se concentre également sur

les travailleuses d'urgence, qui sont appelées à faire face à des catastrophes plus fréquentes et plus intenses en raison du réchauffement de la planète. Se concentrer sur l'adaptation dans tous les secteurs permet de s'assurer que les communautés peuvent se préparer aux urgences inévitables.

Pendant quatre années consécutives, les peuples des Caraïbes ont subi des ouragans de catégorie 5 : Matthew en 2016, Irma et Maria en 2017, Michael en 2018, et en septembre 2019, Dorian est arrivé dans les Caraïbes. Dorian a notamment frappé les Bahamas, faisant de nombreuses victimes, mortes, blessées et déplacées. Il a une fois de plus mis en lumière les actions des services d'urgence du secteur public et des premiers intervenants face au chaos climatique qui touche les Caraïbes en particulier, y compris les affiliés de l'ISP.





3

Droits syndicaux

CIT, MISSIONS ET CAMPAGNES DE SOLIDARITÉ

La protection des travailleurs du secteur public et les droits syndicaux sont au cœur de l'ISP.

2019 a été une année chargée à l'OIT, qui a célébré son centenaire avec l'adoption de la Déclaration du centenaire et de la Convention sur la violence et le harcèlement (C190) lors de la Conférence internationale du travail, en juin. Au cours de cette conférence, l'ISP, l'AFT et l'IE ont organisé une manifestation intitulée «Entendez la voix de nos enfants en cage», afin d'attirer l'attention sur la situation critique des enfants en détention suite à la politique d'immigration de «tolérance zéro» de l'administration Trump, qui a placé de jeunes enfants et leurs familles dans des centres de détention peu sûrs.

Grâce au soutien de l'ISP et aux pressions exercées par d'autres syndicats mondiaux, l'Égypte et l'Algérie ont été inscrites sur la liste des cas individuels pour leurs pratiques contredisant les clauses de la Convention 87 en matière de liberté syndicale.



Convention C190, OIT

L'ISP a participé à de nombreux autres événements de l'OIT tout au long de l'année, notamment l'atelier «Gig economy and Social Dialogue», qui visait à mieux comprendre des questions telles que les implications de la gig economy sur les dispositions en matière d'emploi, la protection sociale et le dialogue social dans différents secteurs et pays, ainsi que les réponses politiques et réglementaires ; la 10ème académie interrégionale sur l'économie sociale et solidaire, organisée par le CTI-OIT à Turin (Italie), et l'atelier technique sous-régional de la SADC, «Investissement dans le personnel de santé : emploi et travail décent dans le secteur de la santé», organisé par l'OIT en collaboration avec l'OMS dans le cadre du programme OIT-OCDE-OMS Travailler pour la santé.

En juillet, le Tribunal administratif de l'OIT (TAOIT) a décidé que la réduction arbitraire de 7,5% des salaires des fonctionnaires internationaux basés à Genève, décidée par la CFPI, était illégale et devait donc être annulée. Il s'agit d'une énorme victoire pour le personnel du BIT et son syndicat, dont nous sommes tous très fiers !

Aux Nations Unies, l'ISP a envoyé des soumissions et a participé à la 5ème session du Groupe de travail intergouvernemental à composition non limitée sur les sociétés transnationales et autres entreprises commerciales en matière de droits humains (OEIGWG), qui a discuté du premier projet d'un «instrument juridiquement contraignant pour réglementer, dans le cadre du droit international des droits humains, les activités des sociétés transnationales et autres entreprises commerciales».

En mars, la CSI, l'ISP, l'ITF et le Solidarity Center ont envoyé une soumission conjointe au Haut Commissariat des Nations Unies aux droits humains en vue d'un commentaire général sur l'Article 21 (droit de réunion pacifique) du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.



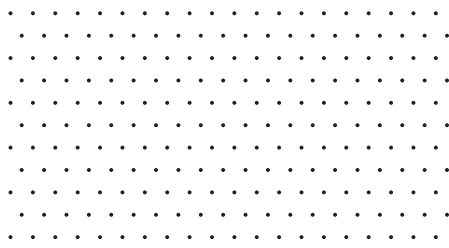
Raouf Mellal, Président du SNATEG

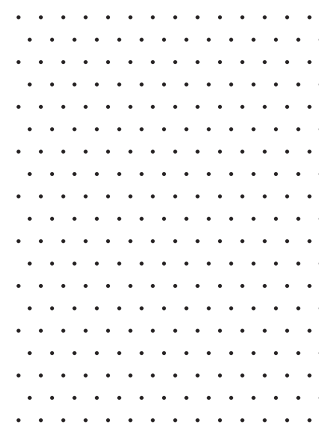
POINTS FORTS

De nombreux affiliés se battent également pour que les droits syndicaux soient reconnus et appliqués dans la pratique dans leur pays. En Algérie, les violations des droits syndicaux ont augmenté pour la deuxième année consécutive. Sept cents travailleurs.euses participant au Mouvement populaire pour la démocratie ont été licencié.e.s pour avoir réclamé des changements, et plus d'un million de travailleurs.euses ayant pris part à des manifestations ont subi des réductions de salaire.

En février, le syndicat SNATEG, affilié de l'ISP, a déposé une nouvelle plainte auprès du Comité pour la Liberté Syndicale (CLS) de l'OIT en raison de la criminalisation accrue des activités syndicales. En mars, le COSYFOP a lancé une grève générale contre le 5e mandat consécutif du Président Bouteflika. Après des manifestations de masse, Bouteflika a finalement démissionné en avril, mais a été remplacé par l'armée.

Raouf Mellal, Président du SNATEG, a fui le pays après avoir été arrêté arbitrairement et avoir fait l'objet de menaces et de harcèlement policier. Kaddour Chouicha, membre du SNAPAP, a été placé sous surveillance policière en raison de son action en faveur des droits humains. D'autres syndicalistes et politiciens de l'opposition ont également été victimes d'arrestations illégales et de répression.





Au Guatemala, le Président Jimmy Morales a expulsé la Commission internationale des Nations unies contre l'impunité au Guatemala (CICIG). La Directrice de l'organisation de l'affilié de l'ISP SNTSG, Dora Regina Ruano, et le Secrétaire général Luis Alpíres, ont tous deux été arrêtés et accusés «d'abus d'autorité» pour une convention collective qu'ils ont négociée en 2013. Une forte campagne promue par l'ISP et ses affiliés dans plusieurs pays a dénoncé cette attaque contre les droits syndicaux et a contribué à leur libération.

En Equateur, la contestation de la réforme du travail et de l'économie de Lenin Moreno a conduit le gouvernement à faire de nombreuses promesses pour apaiser le mécontentement populaire. Une mission de l'OIT s'est rendue dans le pays en décembre et a permis l'adoption d'une «feuille de route» pour répondre aux observations formulées par la CEACR de l'OIT concernant les violations du travail. Cependant, les attaques contre les syndicalistes persistent. Iván Bastidas, Président de l'ASPAE et du CONASEP, a été pris pour cible par le gouvernement pour des commentaires sur la politique économique du gouvernement.

En Turquie, la situation reste difficile pour les syndicalistes. Entre autres, les affiliés ont signalé des licenciements antisyndicaux à Aliğa et Bolu et des procès ont eu lieu contre des membres de la KESK accusés de propagande terroriste et d'appartenance à une organisation illégale armée. Arzu Cerkezoğlu, Président du DISK, a été jugé pour avoir prononcé un discours dans la ville de Sapanca.

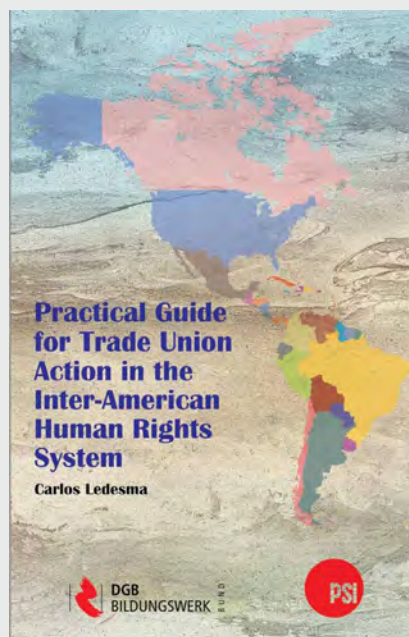
En Inde, les syndicats et les fédérations se sont réunis pour une grève générale nationale de [150 à 180 millions de travailleurs](#) les 8 et 9 janvier. Les organisations représentaient des travailleurs.euses des secteurs du transport, de la banque, des services publics, de la construction, de la fabrication, de l'agriculture et d'autres secteurs. Leur charte de revendications en 12 points comprenait un emploi décent et la fin de la contractualisation, un salaire minimum, l'enregistrement obligatoire des syndicats, la ratification immédiate des conventions C87 et C98 de l'OIT, l'application stricte de toutes les lois sur le travail et la fin des amendements aux lois sur le travail défavorables aux travailleurs. Le Forum contre les accords de libre-échange, basé en Inde et dont l'ISP est membre, a publié une [déclaration de solidarité](#).



Séminaire sur la résistance et l'organisation syndicale avec des participant.e.s du Brésil, du Pérou, de l'Uruguay, des Etats-Unis et du Canada.

En mars, l'ISP Brésil et la Confédération des travailleurs.euses de la fonction publique fédérale (Condsef) ont organisé un séminaire sur la résistance et l'organisation syndicale à Brasilia, avec 63 participant.e.s de 16 Etats brésiliens et du Pérou, de l'Uruguay, des Etats-Unis et du Canada. Ils.elles ont discuté de la situation brésilienne, marquée par une série d'attaques contre les droits des travailleurs.euses et des syndicats. Les participant.e.s ont suggéré plusieurs stratégies de résistance, notamment le renforcement et la révision du travail à la base, la formation et la restructuration.

En octobre, l'ISP a lancé le [Guide pratique pour l'action syndicale dans le système interaméricain des droits humains](#). Cette publication, la première du genre dans le cadre de l'Organisation des Etats américains (OEA), a pour but d'aider les syndicats à faire l'usage le plus approprié de cet important instrument politique et juridique en cas de violation des droits des travailleurs.euses et des syndicats. Disponible en anglais, portugais et espagnol, le guide est l'un des résultats d'un projet conjoint entre l'ISP et l'organisme de formation Bildungswerk BUND de la Confédération allemande des syndicats, DGB.



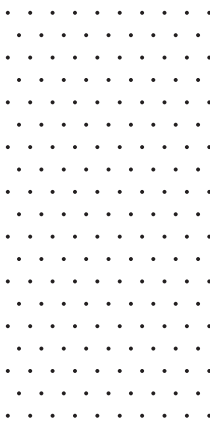


L'ISP et ses affiliés au Brésil ont rencontré le directeur de l'OIT au Brésil, Martin Hahn, en septembre.

L'ISP et ses affiliés au Brésil ont rencontré le Directeur de l'OIT au Brésil, Martin Hahn, en septembre, pour déposer une plainte concernant les violations de la liberté d'association et des droits syndicaux dans le secteur public par le gouvernement brésilien. Cette rencontre faisait suite à des attaques contre les droits syndicaux et civils de dirigeants d'organisations de travailleurs au sein du système judiciaire dans les États de Tocantins et de Ceará.

En Égypte, en mai, les autorités ont organisé les premières élections syndicales depuis 12 ans. Alors que les représentants de l'État ont affirmé que les élections étaient transparentes et équitables, les résultats ont été entachés par l'exclusion de centaines de candidats non alignés sur le gouvernement. Comme on pouvait s'y attendre, la Fédération syndicale égyptienne (ETUF), alliée du gouvernement, a pris le contrôle des syndicats à l'issue du processus. Le Center for Trade Union and Workers Services, le plus ancien groupe indépendant de défense des droits des travailleurs en Égypte, a dénoncé les exclusions.

Grâce à son projet Renforcement des capacités organisationnelles et de campagne des affiliés de l'ISP, l'ISP a pu soutenir ses affiliés en Egypte face à l'attaque du gouvernement contre les syndicats indépendants. Les sujets abordés comprenaient : des actions non violentes pour résister au harcèlement du régime, comment planifier et mener des campagnes dans le respect de la constitution nationale et de la convention internationale sur les droits syndicaux. Le projet a également abordé la création d'alliances, les campagnes et la manière de résister à l'oppression par des moyens non violents.





Clare Middlemas, Australie, Bernard Adjei, Ghana et Rosa Pavanelli, Secrétaire générale de l'ISP à la CIT, Genève.

CIT 2019

Grâce au soutien de l'ISP et aux pressions exercées par d'autres syndicats mondiaux, l'Egypte et l'Algérie ont été placées sur la liste des cas individuels pour leurs pratiques contredisant les clauses de la Convention 87 en termes de liberté syndicale.

En ce qui concerne l'Egypte, le comité a noté plusieurs contradictions entre la législation locale et la Convention, et a demandé au gouvernement égyptien de garantir que la loi sera exempte d'obstacles, d'accélérer le processus de règlement des cas en suspens et de garantir la capacité de tous les syndicats à mener leurs activités et à élire librement leurs organes directeurs. Elle a également demandé que des amendements soient apportés à la loi afin d'éviter que les restrictions liées au nombre minimum de membres à tous les niveaux n'entravent le droit des travailleurs.euses à créer librement et volontairement les organisations représentant leurs intérêts.

Dans un élan positif, le gouvernement égyptien a lancé une série de réunions avec les syndicats indépendants et leurs avocats afin d'examiner la Loi 213, et a envoyé une proposition visant à introduire certaines modifications au parlement pour approbation. Le ministère du travail a commencé à examiner les cas en suspens des syndicats indépendants dont l'enregistrement était auparavant interdit.

L'Algérie a été critiquée sur plusieurs points, notamment pour le non-respect des droits syndicaux et les obstacles à l'activité syndicale et aux syndicalistes, l'Algérie a été appelée à rendre des comptes devant la Commission de l'application des normes.



Manifestations au Chili

Au cours des derniers mois de 2019, la région interaméricaine a connu une vague de protestations sociales massives rejetant les politiques néolibérales mises en œuvre par les gouvernements, comme en Équateur, au Chili, en Colombie et en Haïti.

Dans la sous-région africaine francophone, le syndicat des impôts du Bénin a fusionné avec un autre affilié pour devenir le SYNATRIB, faisant ainsi passer le nombre de ses membres de 600 à 1.259.

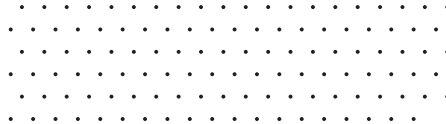
Deux autres affiliés de la région (SOLSICO en RDC et Syndicat des Sages-Femmes en Côte d'Ivoire) avaient subi des réductions du nombre de membres, mais la situation s'est inversée. SOLSICO a ensuite été reconnu comme le seul syndicat à maintenir un nombre de membres important (15.915 en 2019).

SYNDICALISATION ET CROISSANCE

SYNDICALISATION ET CROISSANCE



La syndicalisation au Tchad



Dialogue avec les parties prenantes à Lagos

EAU

L'ISP a travaillé avec le rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'eau, dont le dernier rapport à l'Assemblée générale des Nations Unies en 2020 examinera les impacts de la privatisation sur les droits humains. Le processus préparatoire a impliqué des réunions de syndicats, d'organisations de la société civile, d'autres rapporteurs spéciaux (droit à l'alimentation, au logement...) et du personnel de l'ONU.

L'ISP et la FSESP, en collaboration avec les services publics et leurs alliés, soutiennent le processus de la Commission européenne visant à ouvrir une fenêtre de financement de 7 millions d'euros pour les partenariats public-public (PUPs) dans le domaine de l'eau, et à utiliser le Partenariat mondial des opérateurs de l'eau (GWOPA) de l'ONU Habitat pour superviser les fonds. Le GWOPA en est aux dernières étapes d'un nouvel accord d'accueil, les hôtes probables étant l'Allemagne, les Pays-Bas et le Japon.

L'ISP continue de soutenir ses affiliés dans deux campagnes de longue date. A Lagos, au Nigéria, les syndicats et leurs alliés continuent à développer la force politique nécessaire pour bloquer la privatisation mandatée par la Banque mondiale. A Jakarta, en Indonésie, l'accent est mis sur l'arrêt d'une privatisation illégitime qui arrive en fin de contrat. Les deux campagnes présentent des paysages politiques complexes.

En 2019, l'une des principales luttes de l'ISP au Brésil et de son affilié, la Fédération Nationale des Travailleurs Urbains (FNU), était contre la possibilité d'élargir la privatisation au secteur de l'assainissement, une voie qui peut être ouverte par le projet de loi 3.261/2019, qui est toujours en cours de traitement au Congrès brésilien. En 2020, en pleine pandémie de coronavirus, un vote au Sénat est menacé sous le prétexte de lutter contre cette maladie.

En août, l'ISP au Brésil a officialisé son soutien institutionnel à l'Observatoire national des droits à l'eau et à l'assainissement (ONDAS), fondé en février de la même année. L'observatoire a réalisé une étude comparative sur l'accessibilité des familles à faibles revenus à l'eau potable utilisée au Brésil et en France, en plus de promouvoir le plaidoyer sur la question auprès des législateurs aux niveaux local et national.



Les syndicats français s'opposent au démantèlement d'EDF et du service public de l'électricité

ÉNERGIE

Dans le domaine de l'énergie, l'ISP continue de lutter contre la privatisation. Le terrain le plus important aujourd'hui est la nécessité de passer à des sociétés à faible émission de carbone et la pression croissante en faveur des énergies renouvelables (ER). Grâce à notre travail avec TUED, nous sommes en mesure de démontrer que les entreprises privées du secteur de l'énergie n'investissent pas dans des projets d'énergies renouvelables à grande vitesse ou à grande échelle. Elles n'investissent pas non plus dans la recherche et le développement pour faciliter la transition. Cependant, les politiques mondiales favorisent les ER privées et ont réussi à ériger des barrières pour empêcher les services publics d'investir massivement dans les ER.

L'accent mis par les politiques mondiales sur la transition juste (TJ) a le mérite de mettre en lumière les problèmes de perte d'emploi des travailleurs.euses et la nécessité de leur fournir une protection. Cependant, la TJ n'aborde pas les questions nombreuses et complexes qui entourent le passage au zéro carbone, notamment les problèmes de privatisation, les politiques publiques plus larges nécessaires pour guider la transition, etc.



Conférences

Régionales

IAMRECON

Avec pour slogan «Défendre l'État contre le pouvoir des entreprises», la Conférence régionale interaméricaine de l'ISP s'est tenue du 24 au 28 juin à Buenos Aires, en Argentine, avec la participation de 478 dirigeant.e.s syndicaux de 36 pays de la région. La conférence a approuvé le programme d'action régional 2019-2024 qui souligne le rôle de l'ISP dans la lutte contre les entreprises et dans l'établissement de la relation entre les luttes nationales et les intérêts des entreprises.



APRECON

Avec pour slogan «L'avenir des travailleurs.euses, l'avenir des services publics, l'avenir du pouvoir», la Conférence régionale de l'ISP pour l'Asie et le Pacifique s'est tenue du 17 au 20 septembre à Bali, en Indonésie. Plus de 350 dirigeant.e.s syndicaux du secteur public de toute l'Asie ont décidé des étapes de l'organisation dans la région pour les prochaines années et ont débattu, avec des experts, de questions telles que le changement climatique, la numérisation, la privatisation, l'égalité des genres, entre autres.



AFRECON

Sous le slogan «Les services publics plutôt que la cupidité des entreprises», la Conférence de l'ISP pour l'Afrique et les pays arabes s'est tenue du 12 au 15 novembre à Lomé, au Togo. Plus de 300 dirigeant.e.s syndicaux du secteur public de toute l'Afrique et des pays arabes ont débattu, avec des experts, de questions telles que les violations des droits syndicaux, la dette et les incitations fiscales, la migration et les lanceurs d'alerte.





Réunion à Turin

ENTREPRISES

MULTINATIONALES

L'ISP a continué à travailler avec les multinationales afin de parvenir à des accords en faveur des travailleurs.euses. Il s'agit d'un processus continu.

Huit mois après la signature du renouvellement de l'Accord-cadre mondial (ACM) du groupe EDF, plus de 25 représentant.e.s syndicaux et patronaux se sont réuni.e.s les 19 et 20 février au Centre international de formation de l'OIT à Turin pour affiner leurs compétences afin de permettre sa mise en œuvre.



Délégation de l'ISP - affiliés français de l'énergie à Lyon

Le 19 septembre, une délégation de l'ISP s'est jointe aux affiliés français du secteur de l'énergie à Lyon et a pris la parole pour soutenir une mobilisation nationale, à laquelle participent quelque 30.000 travailleurs.euses et plusieurs milliers de sympathisant.e.s, contre le démantèlement du groupe EDF et du service public de l'électricité du pays. La secrétaire générale de l'ISP, Rosa Pavanelli, a écrit au Président français Emmanuel Macron pour l'exhorter à ne pas privatiser le groupe et lui demander de maintenir l'intégrité de l'infrastructure électrique nationale française, un bien public collectif construit par des investissements publics et financé par les contribuables depuis près d'un siècle. L'ISP a également envoyé à la direction centrale d'EDF des preuves substantielles, fondées sur des recherches, des dommages et des échecs sociaux et environnementaux de la libéralisation et de la privatisation des services énergétiques dans l'UE et dans d'autres pays.

ADMINISTRATION

LOCALE ET RÉGIONALE /

MUNICIPALITÉS

L'ISP a continué à soutenir la remunicipalisation et à mettre en avant les recherches sur les projets de remunicipalisation réussis dans le monde. Nous avons organisé plusieurs conférences et ateliers pour les travailleurs municipaux, y compris les travailleurs du secteur des déchets.



Atelier préparatoire de la délégation syndicale de l'ISP à la conférence TNI «The Future is Public», 4-5 décembre, Amsterdam

REMUNICIPALISATION : LE RETOUR DES SERVICES PUBLICS EN INTERNE

L'ISP a conduit une délégation internationale de 19 syndicats de services publics de 14 pays à Amsterdam, aux Pays-Bas, pour la conférence internationale «The Future is Public» (l'Avenir est Public), organisée par le Transnational Institute (TNI) les 4 et 5 décembre. Plus de 300 représentant.e.s de la société civile, des collectivités locales, du monde universitaire et des expert.e.s étaient présent.e.s. L'ISP et FNV Overheid ont organisé un atelier préparatoire avant la conférence, où les syndicalistes ont partagé des stratégies pro-municipalisation. L'ISP a veillé à l'inclusion dans la conférence principale de la remunicipalisation, des services publics de qualité, de la participation démocratique des personnes et des travailleuses et d'une nouvelle perspective écologique mondiale.



Atelier des ALR de l'ISP sur le secteur municipal pour l'Afrique francophone et les pays arabes, 24-26 septembre 2019, Marrakech, Maroc

RENFORCER LE SECTEUR ALR/ MUNICIPALITÉS DANS LES RÉGIONS DE L'ISP

L'ISP a dirigé un atelier pour les affiliés des ALR et du secteur municipal d'Afrique francophone et des pays arabes du 24 au 26 septembre à Marrakech, au Maroc. Les participant.e.s ont défini les questions prioritaires et élaboré un plan d'action pour le secteur. L'activité a également encouragé le dialogue entre la région Afrique et pays arabes de l'ISP et CGLU Afrique, notamment avec son Académie africaine des collectivités locales (ALGA).

DÉVELOPPER LA DIMENSION PROFESSIONNELLE DE LA NUMÉRISATION

L'ISP a lancé le rapport mondial de la FES intitulé «Digitalisation et services publics : une perspective syndicale» le 31 octobre, Journée mondiale des villes.



SOUTENIR LES AFFILIÉS ET FOCALISER LES REPRÉSENTATIONS DE L'ISP DANS LES SERVICES MUNICIPAUX DE GESTION DES DÉCHETS

L'atelier LRG-Municipal de Marrakech a été suivi par un atelier sur les services de gestion des déchets les 25-26 septembre. Il a défini des priorités communes et un plan d'action pour les affiliés des sous-régions, couvrant les droits syndicaux, les conditions de travail, la SST, les relations avec les autorités locales, les entreprises et les coopératives de travailleurs.euses indépendant.e.s du sous-secteur. Une représentante de WIEGO du Sénégal a présenté le cas de travailleurs.euses informel.le.s du secteur des déchets à Dakar qui ont formé leur propre syndicat après avoir uni leurs forces avec des organisations similaires.



Madany Sy du syndicat des travailleurs.euses des déchets du Sénégal et Maguette Diop de WIEGO, ensemble pour un travail décent pour tous les travailleurs.euses des déchets

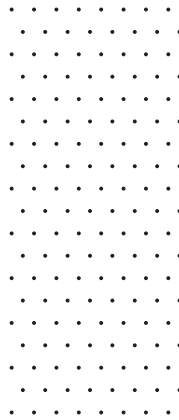


L'atelier sur les services municipaux de gestion des déchets pour l'Afrique francophone et les pays arabes a eu lieu à Marrakech (Maroc) du 25 au 26/9/2019.



Deux mille travailleurs municipaux des services de gestion des déchets de Tunisie ont défilé le 28 avril 2019, Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, pour réclamer des conditions de travail sûres et saines, des équipements de protection individuelle adéquats pour tous, et la reconnaissance de leur statut professionnel au niveau national.

Deux mille travailleurs.euses municipaux.ales des services de gestion des déchets de Tunisie se sont rassemblé.e.s le 28 avril, Journée mondiale de la sécurité et de la santé au travail, pour réclamer des équipements de protection individuelle adéquats et des conditions de travail sûres, ainsi que la reconnaissance de leur statut professionnel au niveau national. En soutien à cette manifestation, la CFDT Interco (France) et l'ISP ont participé le 27 avril à un symposium organisé par l'UGTT, au cours duquel le représentant du gouvernement tunisien a reconnu le besoin urgent de réforme et s'est engagé à dialoguer avec les syndicats pour y parvenir.





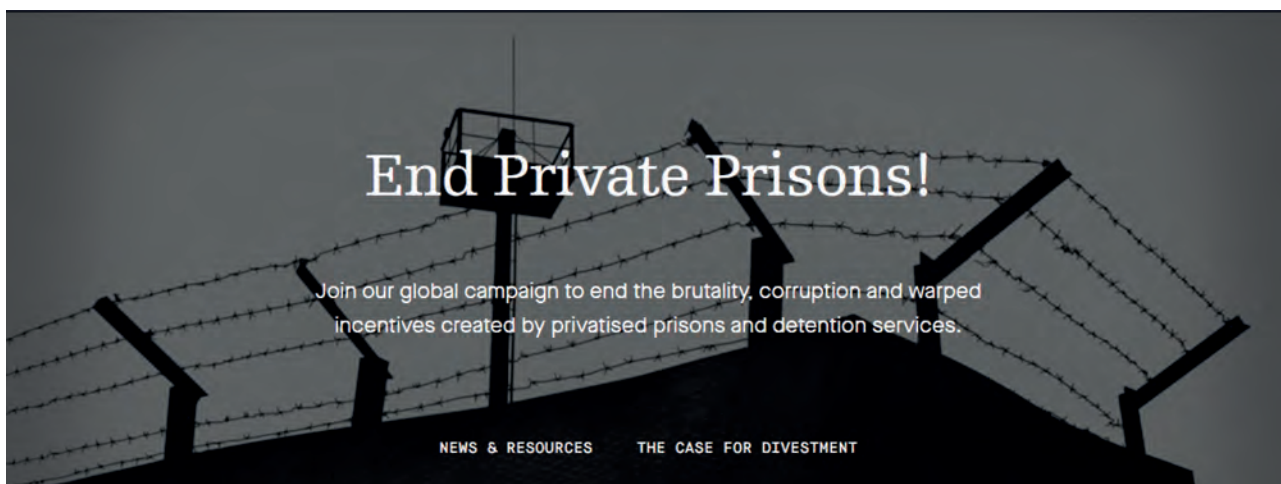
Lors d'un événement parallèle au Forum politique de haut niveau sur le développement durable (HLPF), facilité par CGLU, la Secrétaire générale de l'ISP a participé au lancement du 3ème rapport : «Pour une mise en oeuvre des ODD»).

PLAIDOYER ET DIALOGUE AU NIVEAU MONDIAL

L'ISP a co-rédigé le chapitre sur les ODD11 du Rapport Spotlight 2019 sur le développement durable, soulignant comment les collectivités territoriales sont en première ligne de la mise en œuvre des ODD, souvent en coopération avec les syndicats et les groupes communautaires des collectivités territoriales. Le 15 juillet, la Secrétaire générale de l'ISP a été l'une des principales oratrices du Forum politique de haut niveau des Nations unies sur le développement durable (HLPF) à New York, organisé par le Groupe de travail mondial des gouvernements locaux et régionaux de CGLU. Elle a souligné la nécessité de faire respecter les droits syndicaux et sociaux des travailleurs.euses des collectivités locales et municipales afin de mettre en œuvre l'ODD8.



ADMINISTRATION NATIONALE ET FONCTIONNAIRES INTERNATIONAUX



De nombreuses fonctions gouvernementales relevant de l'administration nationale continuent de faire face à des menaces de privatisation et de subir des mesures d'austérité accrues. L'ISP a continué à suivre la question de la numérisation et des nouvelles formes d'automatisation qui y sont liées, telles que les algorithmes et l'intelligence artificielle, et la manière dont elles sont appliquées dans l'administration publique.

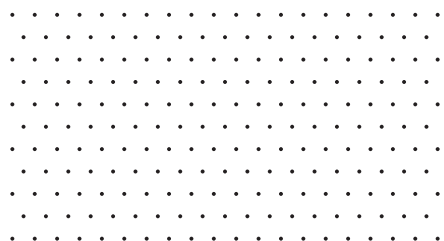
L'ISP a participé à la 18ème session du Comité d'experts de l'ONU sur l'administration publique

(CEPA), qui soutient le travail de l'ECOSOC, et a soumis des observations sur le point de son ordre du jour intitulé «Renforcer la capacité du secteur public dans les domaines fonctionnels essentiels de l'administration».

Dans un nouveau chapitre de la saga de la réduction de salaire de 7,5% - décidée par la Commission de la fonction publique internationale (CFPI) en 2017 - le Tribunal administratif de l'OIT (TAOIT) a jugé que la réduction de la CFPI pour les fonctionnaires internationaux basés à Genève était illégale et devait donc être annulée. La décision ne s'applique

toutefois qu'au personnel de l'OIT et de nombreux autres collègues restent affecté.e.s par cette mesure.

Au début de l'année, l'AFT a lancé une campagne aux Etats-Unis pour cesser d'investir dans les grandes entreprises gérant des prisons privées (G4S, Sodexo, etc.), la cible étant les régimes de retraite. L'ISP a soutenu l'initiative de l'AFT et a lancé en juin la campagne mondiale End private prisons ! et s'est engagée à veiller à ce que l'argent de nos membres ne soit pas investi dans le secteur des prisons privées.





Pour la protection des lanceurs d'alerte dans l'Union européenne

LUTTER CONTRE LA CORRUPTION ET PROTÉGER LES LANCEURS D'ALERTE

L'ISP a poursuivi sa campagne en faveur d'un instrument de l'OIT qui protégera les travailleurs. euses dénonçant des actes répréhensibles sur leur lieu de travail. En septembre, l'OIT a lancé le document de travail : [Droit et pratique de la protection des lanceurs d'alerte dans les secteurs des services publics et financiers](#). Une proposition de réunion tripartite d'experts, comme dernière étape pour inclure le sujet à l'ordre du jour de la Conférence de l'OIT, a pris de l'ampleur après discussion et examen au Conseil d'administration de l'OIT.

L'ISP a soutenu une campagne menée par le SPGQ, Canada, pour réintégrer le lanceur d'alerte Louis Robert, agronome et expert en semences au ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, qui avait été licencié après avoir dénoncé l'ingérence du secteur privé dans une étude publique sur l'utilisation des pesticides. M. Robert a été licencié pour avoir transmis un document confidentiel à un journaliste et avoir enfreint les obligations de secret. Il a ensuite été réintégré dans son poste.

Au niveau européen, la plateforme de protection des

lanceurs d'alerte dirigée par Eurocadres, dont l'ISP fait partie, a remporté une victoire importante avec l'adoption de la directive européenne sur les lanceurs d'alerte. Cet instrument comprendra l'introduction de mécanismes de signalement dans tous les secteurs de l'industrie, tant dans les entreprises privées que dans les institutions publiques, et la protection contre les licenciements ou d'autres formes de représailles.



Le Syndicat national des travailleurs.euses de la santé du Libéria met fin à son action de grève « Go Slow ».

L'ISP a continué à être la voix des personnels soignants et de leurs syndicats sur le plan international, et à plaider en faveur du dialogue social pour améliorer les relations de travail et l'emploi des travailleurs.euses de la santé.

SANTÉ &

SERVICES SOCIAUX

L'ISP a participé aux organes directeurs de l'OMS depuis le début des relations officielles en 2018, et nous avons pris part à la 72e session du Comité régional pour l'Asie du Sud-Est (SERO) en Inde en septembre, et à la 70e session du Comité régional de l'OMS pour le Pacifique occidental aux Philippines en octobre. Nous avons également lancé un plan de collaboration avec le Bureau régional de l'OMS pour la Méditerranée orientale. Ces relations renforceront l'influence de l'ISP et de ses affiliés dans différentes régions.

Faisant avancer les recommandations de la réunion tripartite de l'OIT de 2017 sur l'amélioration de l'emploi et des conditions de travail dans les services de santé (TMIEHS), et en vue de faciliter le plaidoyer politique



Syndicat des travailleurs.euses sociaux au Liban

des affiliés, nous nous sommes associés à l'OIT et au Conseil de développement de l'Afrique australe (SADC) pour organiser un atelier technique tripartite régional sur le thème Investir dans le personnel de santé : emploi et travail décent dans le secteur de la santé, qui s'est tenu à Johannesburg du 10 au 12 septembre. Les gouvernements des États de la SADC se sont engagés à améliorer l'investissement dans la santé et à mieux promouvoir le dialogue social.

En Afrique du Sud, l'ISP a poursuivi sa collaboration avec le People's Health Movement sur la question de l'assurance maladie nationale (NHI), en organisant des ateliers de formation des formateurs.trices pour les organisations de la société civile et les militant.e.s de la santé communautaire, au Cap les 13 et 14 avril et à Johannesburg les 10 et 11 juillet. Les ateliers ont couvert l'histoire et le contexte de la NHI, ainsi que les problèmes du système de santé en Afrique du Sud. Lors de son assemblée générale annuelle, le PHM a élu Naadira Munshi, coordinatrice de projet de l'ISP pour l'Afrique australe, comme membre de son comité directeur.

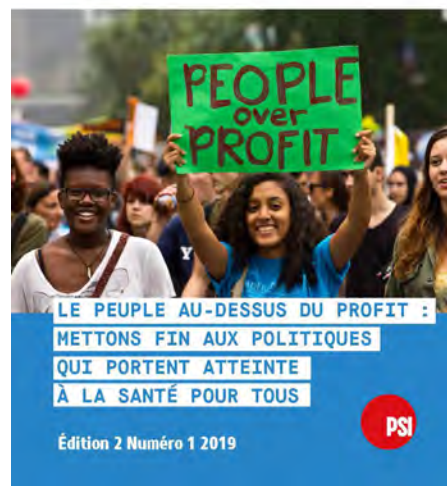
L'ISP a mis en place une équipe de travail sur l'INSA pour définir les questions importantes pour les syndicats, et a présenté une soumission au Parlement sur le projet de loi sur l'INSA en novembre 2019.



SUSAS Niger

Le groupe de travail de l'ISP sur la santé et les services sociaux (HSSTF) s'est réuni en février pour examiner les stratégies de mise en œuvre des priorités sectorielles de People Over Profit.

L'histoire s'est écrite le 20 février, lorsque le Président philippin Rodrigo Duterte a signé deux projets de loi sur les soins de santé universels (UHC) et le congé de maternité étendu (EML), pour lesquels l'ISP et ses affiliés aux Philippines avaient fait campagne. La loi sur les soins de santé universels complète les lois existantes et ouvre des sources de financement supplémentaires pour la Philippine Health Insurance Corporation, par le biais de taxes, notamment la «taxe sur le péché». La loi EML étend le congé de maternité payé de 60 à 105 jours, dont sept sont transférables au père. La loi prévoit 15 jours supplémentaires pour les mères célibataires, et il est possible de prolonger le congé de 30 jours supplémentaires sans rémunération.



Lettre d'information Droit à la Santé



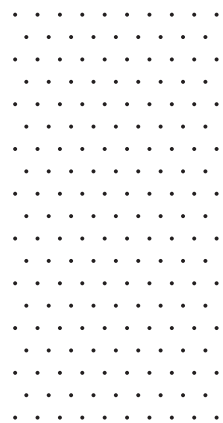
Manifestation devant le Centre médical international de Greenland, Corée du Sud

L'ISP a joué un rôle central dans l'organisation d'une alliance syndicale mondiale chez Fresenius, une multinationale de la santé qui emploie plus d'un quart de million de travailleurs.euses dans plus de 100 pays. L'alliance syndicale a été créée à Francfort, en Allemagne, les 16 et 17 mai, et rassemble plus de 50 syndicats, dont des affiliés de l'ISP, d'IndustriALL et d'UNI Global.

L'ISP a organisé des réunions du réseau régional pour élaborer des plans de travail pour 2019-2021, à Arusha, en Tanzanie (30 septembre-1er octobre), à Nur-Sultan, au Kazakhstan (7-8 octobre) et à Kuala Lumpur, en Malaisie (11-12 novembre). Les affiliés ont déterminé les principales préoccupations communes aux syndicats du secteur de la santé, en cartographiant les principaux organes institutionnels et corporatifs dans le domaine de la santé et des services sociaux, et en identifiant les alliés possibles pour les campagnes contre la privatisation de la santé et l'amélioration du financement de la santé publique.

ÉDUCATION,

CULTURE ET MÉDIAS



L'ISP a poursuivi ses efforts pour mettre l'accent sur les droits du travail et les droits humains des travailleurs.euses de l'éducation afin d'améliorer leurs conditions de travail et de protéger leurs droits.

Nous continuons à soutenir la Campagne mondiale pour l'éducation contre la privatisation afin de protéger nos communautés, nos travailleurs.euses et leurs familles de la menace de la privatisation de l'éducation. Trois réunions pour les personnels de soutien à l'éducation, de la culture et des médias ont eu lieu en 2019.

Le 14 février, l'ISP a organisé une conférence téléphonique à laquelle ont participé des dirigeant.e.s syndicaux du monde entier. Les participant.e.s à la réunion ont convenu que nous devons donner une plus grande visibilité au secteur et aux problèmes rencontrés par les travailleurs.euses des emplois liés à l'éducation, à la culture et aux médias en améliorant la communication et en encourageant la participation des travailleurs.euses du secteur.

Le réseau Soutien à l'éducation, culture et médias s'est réuni le 27 juin, lors de la Conférence régionale interaméricaine (IAMRECON) à Buenos Aires. Les participant.e.s ont discuté de la manière de promouvoir la Convention C190 de l'OIT, récemment adoptée, pour mettre fin à la violence et au harcèlement sur le lieu de travail, et notamment des moyens d'intégrer cette question dans les négociations collectives et les campagnes communautaires. Ils/Elles ont également discuté de la menace de privatisation et des attaques politiques contre les travailleurs.euses du secteur.

Le 30 octobre, le réseau a tenu sa première vidéoconférence en ligne avec 16 participant.e.s d'Amérique du Nord et du Sud, d'Europe et d'Afrique. Steve Porter, responsable de l'ISP pour les personnels de soutien à l'éducation et de la culture, a présenté un rapport sur les questions relatives au secteur et les participant.e.s ont fait part de la situation dans leur syndicat/pays. Parmi les sujets abordés, citons : la grève des enseignant.e.s de Chicago, les questions de genre et d'éducation

dans différentes régions d'Afrique, qui touchent le personnel de soutien scolaire, le modèle organisationnel pour le processus de négociation centralisé au Canada, l'impact du Brexit, l'inclusion et la participation des travailleurs.euses de la culture, le Chili et la COP25, les partenariats public-privé et la privatisation.

Les participant.e.s à la réunion ont convenu que la technologie permettrait d'organiser des réunions plus fréquentes à l'avenir, qu'elle améliorerait les communications et encourageait une plus grande participation des membres du réseau.

Le 15 mai, à l'initiative d'étudiant.e.s, d'enseignant.e.s et de travailleurs.euses, en particulier des universités, une grève nationale de l'éducation a été organisée dans tout le Brésil pour défendre les principes de l'autonomie nationale et du développement culturel, scientifique et économique. Les affiliés de l'ISP ont participé à la grève.



19k FOLLOWERS
SUR FACEBOOK

6k FOLLOWERS
SUR TWITTER

600 FOLLOWERS
SUR INSTAGRAM

400 ARTICLES
PUBLIÉS

COMMUNICATIONS & CAMPAGNES

Avec notre nouveau site Web de l'Internationale des Services Publics en place, 2019 a donné à notre équipe de communication l'occasion de restructurer et de réimaginer notre contenu clé pour le rendre plus accessible, plus lisible et - surtout - plus intéressant. Jetez-y un coup d'œil si vous ne l'avez pas encore fait !

Le site web a été construit sur un nouvel outil numérique appelé Motyrō - un constructeur de site web simple et modulaire conçu spécifiquement pour nos affiliés et les mouvements syndicaux plus larges. Il sera déployé au cours de l'année 2020, et donnera aux centaines de syndicats de notre réseau PSI qui n'ont pas actuellement de présence sur le web un moyen facile et intégré de partager leurs histoires et leurs luttes avec nous tous.

Outre le développement numérique, nous avons contribué à faire entendre la voix des syndicats dans une série de débats, en produisant le premier point de vue syndical sur le revenu de base universel, en partenariat avec la New Economics Foundation, et en produisant un court documentaire sur la grève de Glasgow pour l'égalité des salaires, qui a été couronnée de succès.

Nous avons organisé une action de protestation au Forum économique mondial de Davos pour souligner la façon dont les sociétés commanditaires sapent l'action progressiste en poursuivant les gouvernements en justice via le règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS). Cette action a été le lancement d'une campagne



de pétition auprès de l'UE qui a recueilli plus de 250,000 signatures au cours de sa première semaine.

Après avoir voyagé au Liban pour suivre le travail du Projet de développement syndical mené avec le soutien des affiliés en solidarité avec les populations réfugiées, nous avons développé une série de courtes vidéos à utiliser pour la sensibilisation et le plaidoyer.

Pendant la Conférence internationale du travail, nous avons réalisé des interviews et recueilli les témoignages de dizaines de défenseurs des droits du travail sur leurs luttes, utilisant ces matériaux pour soutenir les audiences de l'OIT. Nous avons collaboré avec la Fédération américaine

des enseignants sur une action de protestation très médiatisée contre la détention d'enfants en cage par l'administration Trump, suscitant l'attention des médias mondiaux. Nous avons coordonné le lancement de notre nouvelle proposition politique sur l'imposition unitaire avec le parti travailliste britannique à l'approche des élections, suscitant un large débat, des approbations et un engagement avec la proposition.

Nous nous sommes associés à une série d'organisations médiatiques pour faire valoir notre point de vue et promouvoir notre vision sur toute une série de questions allant du soutien des syndicats aux grèves du climat au rôle vital des services publics dans la lutte pour l'égalité des genres. Notre bureau d'Amérique latine a coordonné un

partenariat réussi avec Le Monde Diplomatique sur les questions fiscales dans la région.

Notre stratégie pour l'année prochaine est axée sur l'engagement numérique de nos affiliés en fournissant à ceux qui en ont besoin un nouveau site Web à l'aide de notre outil Motyrō, et en développant davantage les partenariats émergents avec des plates-formes médiatiques telles que The Guardian, Open Democracy, Common Ground, Jacobin et d'autres afin de fournir une couverture, une visibilité et un soutien à nos recherches, analyses et nouvelles sur les questions syndicales dans le monde entier.






PROMOTION DE L'ÉGALITÉ ET DE L'ÉQUITÉ

En 2019, l'ISP a participé activement à la feuille de route de la société civile pour 2020. Elle couvrait le 25e anniversaire de l'adoption de la Déclaration et de la Plateforme d'action de Pékin, le 20e anniversaire de la résolution #1325 du Conseil de sécurité de l'ONU sur les femmes, la paix et la sécurité, l'étape des cinq ans du Programme 2030 pour le développement durable et des ODD, et le 10e anniversaire de la création d'ONU Femmes - tout cela dans le contexte du 75e anniversaire de l'ONU....

L'ISP a envoyé une délégation à la CNUCED63 (11-22/03/2019). Dans le cadre du thème prioritaire « Systèmes de protection sociale, accès aux services publics et infrastructures durables pour l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes et des filles », l'ISP, la CSI et les Fédérations syndicales internationales se sont concentrées sur : l'accès aux systèmes publics de protection sociale, aux services publics de qualité et aux infrastructures durables pour toutes les femmes, en tenant compte de la dimension de genre ; et la sensibilisation à l'expansion du pouvoir des entreprises. Les partenariats public-privé, l'évasion fiscale, les accords commerciaux sur les services publics sont des obstacles majeurs au renforcement du rôle de l'État dans la réalisation de l'accès des femmes à la protection sociale, aux services publics de qualité et aux infrastructures sensibles à la dimension de genre.





Journée Internationale des Femmes

L'ISP a organisé un événement parallèle conjoint avec APWLD et FEMNET, sur le thème « Aborder les implications des privatisations sur les droits humains des femmes et des filles », avec la participation de Philip Alston, Rapporteur spécial des Nations Unies sur l'extrême pauvreté et les droits humains. Cinq autres événements parallèles avec l'ICREF, ActionAid, GATJ, WomanKind, les FSI et les syndicats affiliés au Canada et aux Etats-Unis ont alimenté les discussions de la CSW avec les priorités de l'ISP. Cependant, les conclusions concertées de la CNUCED63 ont instrumentalisé les droits humains des femmes et l'égalité des genres dans l'intérêt du capital et des entreprises et d'une nouvelle phase d'accumulation du capitalisme basée sur l'expansion des entreprises dans les services publics (y compris dans la protection sociale et les infrastructures). À l'exception de quelques mentions des droits humains des femmes, le concept d'une approche basée sur les droits humains a disparu. Le secteur privé a été présenté comme un acteur de la « coordination », de la « consultation » et de l'« engagement » avec une responsabilité nulle.

L'histoire s'est écrite lors de la Conférence internationale du travail sur la nouvelle norme de l'OIT sur la violence et le harcèlement dans le monde du travail. Avec 439 voix pour, 7 contre et 30 abstentions, la CIT a adopté la convention C190 et la recommandation n°206 sur la violence et le harcèlement dans le monde du travail. L'ISP a élaboré des stratégies et du matériel pour une campagne en faveur de la ratification de la C190.



Des membres de l'OIT ACTRAV et du Comité d'équité salariale de la Barbade après la dernière réunion Oct 2019

L'ISP a organisé une réunion mondiale des femmes en novembre, qui a mis en place une deuxième phase pour la campagne contre la violence sexiste, axée sur l'éducation, la négociation et les stratégies de mise en œuvre pour pousser à la ratification de la convention C190 de l'OIT et à la bonne application de ses dispositions. Quatre études régionales ont montré comment les traités régionaux sur les droits de l'homme, les lois nationales et les bonnes pratiques actuelles dans les pays clés peuvent contribuer à une phase de mise en œuvre. La deuxième phase se concentrera sur les personnes LGBT+, les jeunes et les travailleurs.euses migrant.e.s en situation de vulnérabilité. L'ISP a coopéré avec les FSI pour produire du matériel éducatif pour des campagnes spécifiques durant cette phase.

À l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes et des 16 jours d'activisme, l'UITA, l'IDWF (travailleurs.euses domestiques), la FIJ, l'UNI, IndustriALL et l'ISP ont envoyé 16 messages et publié un dépliant sur le contenu de la C190. L'ISP a également mis au point une campagne en ligne réussie, avec une vague Twitter axée sur les pays clés appelant la gouvernance mondiale et les dirigeants nationaux gouvernementaux à ratifier la C190. L'Uruguay a été le premier pays à adopter la nouvelle convention après que le Sénat uruguayen l'ait approuvée le 10 décembre 2019.



Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes en Algérie

Journée internationale des femmes 2019 : a été liée au réseau International Women's Strike, qui vise à créer un «nouveau mouvement féministe international qui jettera un pont entre la résistance des femmes et la résistance du travail». Cette démarche s'appuie sur cinq principes : 1) la fin de la violence sexiste ; 2) les droits du travail ; 3) un féminisme antiraciste et anti-impérialiste ; 4) la fourniture d'une protection sociale complète ; et 5) la justice reproductive et environnementale pour tous. L'ISP s'est également jointe à la CSI et aux autres FSI dans un appel à mettre fin à la violence et au harcèlement dans le monde du travail.

En février 2019, ActionAid a appelé l'ISP et les mouvements féministes à construire une campagne mondiale visant à ce que «toutes les femmes jouissent de leurs droits du travail, d'un travail décent et de services publics de qualité tenant compte de la dimension de genre, tout en construisant la solidarité et le pouvoir du peuple». La campagne a été lancée lors de la CNUCED63, et s'est poursuivie tout au long de l'année, avec des événements clés pour le 1er mai, la CIT, la Journée des services publics, la Journée du travail décent et la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.



Réunion transversale LGBT+ à l'IAMRECON, 22 avril 2019

LGBT+

L'ISP a continué à promouvoir des politiques qui respectent la diversité et garantissent des lieux de travail, des services publics, des syndicats et des sociétés plus inclusifs et respectueux. Un projet commun a été conçu par l'ISP et l'IE pour 2019 à 2021 avec le soutien de FNV. Depuis septembre 2019, Mitchell Coe a été nommé au poste de responsable de la campagne LGBT+ et droits et coordonnera le projet. Son travail s'inscrit dans le cadre du département du développement syndical de l'ISP et de l'équipe des droits syndicaux.

Un Forum LGBT+ de l'IE et de l'ISP s'est tenu le 19 juillet à Bangkok, en Thaïlande, dans le cadre du suivi du travail conjoint entre les deux FSI en vue d'atteindre les objectifs suivants : a) s'assurer que les membres des syndicats soutiennent activement les politiques syndicales qui promeuvent et défendent les droits des LGBT+ ; b) adopter une approche intersectionnelle pour comprendre la discrimination à l'encontre des LGBT+ ; c) se concentrer sur la violence et le harcèlement auxquels sont confrontés les travailleurs.euses et la différence que la C190 de l'OIT peut faire au niveau national ; et d) se concentrer sur la création d'alliances.



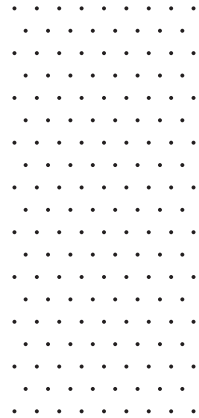


Geoffrey Musanje a passé huit ans à lutter pour trouver du travail avant de recevoir une offre qui a changé sa vie de la part d'un syndicat local en Ouganda.

TRAVAILLEURS. EUSES

HANDICAPÉ. E. S

L'ISP a continué à soutenir l'inclusion des personnes handicapées au travail dans les emplois publics dans un effort conjoint avec l'OIT, et à promouvoir leurs pleins droits syndicaux et sociaux, ainsi que leurs demandes spécifiques de services publics de qualité. L'ISP a participé à la Conférence du réseau mondial des entreprises et des personnes handicapées de l'OIT intitulée «L'avenir du travail», les 21 et 22 novembre.



JEUNES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES



L'ISP s'est engagée à construire un mouvement inclusif dans toutes les régions pour les jeunes travailleurs.euses, et a progressé vers cet objectif lors des conférences régionales. Plusieurs jeunes travailleurs.euses ont pu y assister grâce au soutien de Kommunal et de DGB BW à travers des projets, apportant beaucoup d'énergie, de passion et d'idées supplémentaires lors de ces événements clés.

Lors de l'IAMRECON en juin, les jeunes travailleurs.euses ont décidé de s'engager davantage sur les questions du changement climatique, de l'avenir du travail et du défi de la numérisation de nos

sociétés pour les syndicats, et ont également montré leur engagement à ne pas céder de terrain sur les questions des droits syndicaux et des droits humains.

Lors de l'APRECON en septembre, les jeunes travailleurs.euses ont pris l'initiative d'agir sur le changement climatique. Ils ont invité tous les participant.e.s à se joindre à une marche en faveur de la grève mondiale pour le climat, soulignant l'importance de cette question pour tous les citoyens du monde. En novembre, pendant l'AFRECON, les jeunes travailleurs.euses ont massivement appelé les

affiliés de l'ISP à maintenir et à renforcer la résistance à la privatisation dans la région.

Parallèlement à ces événements majeurs de l'ISP, le travail de projet pour les jeunes travailleurs.euses s'est poursuivi en Asie-Pacifique avec un projet de la DGB BW visant à renforcer les capacités et les compétences de leadership des jeunes dirigeant.e.s syndicaux.ales, notamment sur les questions clés de l'ISP telles que la fiscalité et le commerce, l'égalité des genres et le changement climatique.

Un autre projet de DGB BW dans la région Inter-Amériques sur l'équité,



Les jeunes dirigeant.e.s syndicaux.cales de l'ISP participent au Sommet des Peuples à Santiago du Chili

l'égalité et la diversité dans le secteur public et dans le mouvement syndical a favorisé l'émergence de jeunes dirigeant.e.s syndicaux.cales déterminé.e.s et a offert un espace pour développer les bases d'une politique des jeunes travailleurs.euses pour les affiliés de l'ISP dans la région.

Le 12 août, l'ISP s'est jointe à d'autres FSI à l'occasion de la Journée internationale de la jeunesse pour faire campagne sur le thème « Transformer l'éducation » et exiger un accès équitable et inclusif à une éducation publique universelle de qualité, comme le souhaite l'agenda 2030 à travers l'ODD

numéro 4. Le chômage des jeunes restant très élevé, il est important de promouvoir l'égalité des chances pour tous et toutes en plaidant pour des apprentissages de qualité et la fin des stages non rémunérés dans tous les secteurs.

L'ISP a décidé d'organiser un atelier régional de formation pour les jeunes dirigeant.e.s syndicaux.cales au Chili en décembre, avec le soutien de Fórsa, en vue de leur engagement au Sommet des Peuples à Santiago du Chili et pour apporter des solutions alternatives à la COP25 officielle qui était censée avoir lieu au même moment. La COP25 a été déplacée à Madrid, mais le Sommet

des Peuples a été maintenu. Les dirigeant.e.s syndicaux.cales de l'ISP ont exprimé leur solidarité avec le peuple chilien contre la répression du gouvernement et ont reconnu les échecs du modèle libéral qui est né au Chili avant de s'étendre à toute la région.

Le Comité des jeunes travailleurs.euses de l'ISP Brésil a promu un cours de formation en ligne gratuit pour les jeunes travailleurs.euses, couvrant l'histoire du syndicalisme et la situation syndicale actuelle au Brésil et dans le monde ; la situation politique au Brésil ; les principales menaces pour les jeunes Brésiliens ainsi que le syndicalisme et les droits humains.

Le Renforcement des Syndicats

L'ISP renforce la solidarité mondiale entre les syndicats par le biais de ses projets de développement syndical, menés dans un esprit de coopération et d'égalité entre les partenaires syndicaux qui partagent des intérêts dans la défense et l'extension des droits syndicaux et des droits des travailleurs/euses des services publics dans le monde entier. Ces projets sont essentiels pour développer des syndicats du secteur public inclusifs et forts, défendre des services publics de qualité pour tous et lutter contre l'inégalité sous toutes ses formes, conformément aux priorités de l'ISP.

Tout au long de l'année, l'ISP a participé activement à la campagne et à la mobilisation des affiliés en faveur de la Convention C190 de l'OIT sur l'élimination de la violence et du harcèlement dans le monde du travail. L'adoption de cette convention a constitué une étape importante. En novembre, l'ISP a organisé une réunion stratégique du Comité mondial d'organisation des femmes pour orienter le travail de l'ISP sur la C190 et la violence fondée sur le genre (VFG). Les dirigeantes ont pu élaborer une stratégie sur la VFG et la ratification de la C190.

En 2019, le travail de projet de l'ISP a contribué à ce qui suit :

Un projet au **Paraguay** a permis de promouvoir l'unité des syndicats, malgré la fragmentation due au fait que dans le pays, il est possible de créer un syndicat avec seulement 20 membres. Les syndicats impliqués ont pu se mettre d'accord sur une position commune pour défendre les services publics, et lors d'un forum sur la loi sur la fonction publique, la ministre a assisté à la réunion et a invité les représentants syndicaux à travailler avec elle pour rédiger la nouvelle loi.

BURKINA

Le projet vise à rendre les syndicats du secteur public de la santé plus viables sur le plan financier et unis pour des actions. Ceci pour un objectif de développement qui offre à la population l'accès à une justice sociale et l'égalité à travers la délivrance des services publics de qualité par un personnel dont les syndicats sont démocratiquement organisés et unis pour un intérêt commun. La principale activité unitaire est la tenue du forum de l'unité organisé par les trois syndicats de la santé le 24 octobre 2019.

AMÉRIQUE LATINE

Grâce au projet DGB, l'ISP a organisé un séminaire de formation sur l'utilisation des instruments du système interaméricain des droits humains en novembre 2019. Des responsables syndicaux du comité des jeunes, du comité LGBT+ et de la lutte contre le racisme et la xénophobie y ont participé.

Le projet a organisé des ateliers sur la négociation collective, au cours desquels les dirigeants syndicaux ont reçu une formation sur la manière d'aborder, de développer et de conclure une négociation collective. L'équipe de négociation du **syndicat des infirmières APE**, impliquée dans un cycle de négociations collectives avec le ministère de la santé, a participé à ces ateliers.

L'ISP apprécie grandement le soutien des affiliés suivants dont les contributions directes en 2019 ont rendu notre travail de projet possible :

- Akademikerförbundet SRR (Suède)
- CUPE (Canada)
- FNV-PZ (Pays-Bas)
- Fórsa (Irlande)
- Kommunal (Suède)
- KNS (Pays nordiques)
- JHL (Finlande)
- JYTY (Finlande)
- OEGB (Autriche)
- PRO (Finlande)
- ST (Suède)
- TEHY (Finlande)
- UNISON (Royaume-Uni)
- Vårdförbundet (Suède)
- Vision (Suède)

L'ISP est reconnaissante pour son partenariat avec les organisations de soutien à la solidarité syndicale (OSSS) suivantes :

- Mondiaal FNV (Pays-Bas)
- DGB_BW (Allemagne)
- EU – DEAR (Europe)
- FES (Allemagne)
- DTDA (Danemark)
- SASK (Finlande)
- Solidarity Center (Etats-Unis)
- Union to Union (Suède)

En 2019, les syndicats indépendants d'Égypte, dont les affiliés de l'ISP, ont formulé une plainte auprès de la Conférence internationale du travail, et l'Égypte a de nouveau été placée sur la liste restreinte des cas individuels pour leurs pratiques contredisant les clauses de la Convention C87 de l'OIT en termes de liberté syndicale.

Le projet a contribué à renforcer les capacités et les compétences des affiliés en Egypte pour résister à la répression du gouvernement et modifier leurs plans en conséquence. Ils ont fait preuve de grandes compétences en matière de plaidoyer en établissant des alliances avec des organisations de la société civile et ont pu faire entendre leur voix au niveau international.

ASIE

AFRIQUE

TCHAD

L'objectif de ce projet est de renforcer les syndicats des services publics pour des services publics de qualité, un travail décent et le dialogue social au Tchad.

Ainsi nous nous attendons à un accroissement de la viabilité financière et la capacité de gestion interne des syndicats dans une parfaite transparence. Aussi un autre résultat attendu est l'aboutissement du renforcement de l'unité d'action des syndicats grâce à la coordination et au lobbying sur les droits syndicaux et les droits de l'homme et vers le dialogue social. Ceci en passant par le recrutement des nouveaux membres et la représentation adéquate des femmes et des jeunes dans les instances et organes décisionnels des syndicats. Pour aboutir à ces résultats plusieurs activités notamment les ateliers, les campagnes et les actions de plaidoyer ont été menées en 2019 tant à N'Djamena qu'au niveau de certaines régions du pays.

RDC

Le projet vise à rendre la SOLSICO forte et capable d'influencer la politique de santé et sa mise en œuvre sur le lieu de travail. Les activités sont principalement axées sur les jeunes et les femmes ainsi que les dirigeants syndicaux.

Une campagne fut organisée aux Philippines concernant le secteur de la santé, en particulier les questions des travailleurs précaires, de la privatisation, des augmentations du budget de la santé publique et des mesures législatives telles que le congé de maternité élargi et la loi sur les soins de santé universels. La loi de 2018 sur le congé de maternité élargi de 105 jours et la loi sur les soins de santé universels ont toutes deux été approuvées par le Président philippin Rodrigo Duterte en février.

CAMEROUN

Ce projet dénommé Cameroun water est axé sur le mécanisme de résistance à l'élaboration dans le pays d'alliance pour l'eau publique pour tous en collaboration avec les OSC et aussi sur l'élaboration d'un large réseau d'acteurs qui souhaitent le système de distribution de l'eau potable au Cameroun.

NIGER

Le projet vise à renforcer les syndicats pour des systèmes de santé publique avec la participation du SUSAS.

Les résultats escomptés sont orientés vers une représentation forte et active des jeunes travailleurs et des femmes travailleuses dans le SUSAS, ceci à travers les activités de recrutement et d'organisation.

Europe (FSESP)



Affaire judiciaire FSESP vs CE sur l'Information et la consultation dans les ACG

Avec son Congrès au début du mois de juin, 2019 a été une année importante et chargée pour la FSESP. Le congrès de la CES et les élections parlementaires européennes ont eu lieu en mai. L'action en justice contre la Commission européenne est restée la question la plus urgente pour la fédération, avec le jugement en faveur de la Commission en octobre, qui a conduit à la décision du Comité exécutif de la FSESP en novembre d'aller de l'avant avec un appel. Celui-ci a été déposé auprès de la Cour européenne de justice en décembre.

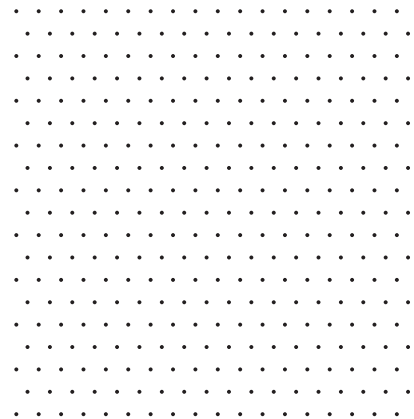
L'affaire découle du refus de la Commission européenne de soumettre l'accord sur l'information et la consultation dans les administrations centrales du gouvernement (ACG) au Conseil européen en vue de sa mise en œuvre en tant que directive, après la décision de la CE en 2018 selon laquelle elle ne proposerait pas de mettre en œuvre l'accord européen sur l'information et la consultation entre les employeurs et les syndicats et les administrations centrales du gouvernement. Il a



Participation de la FSESP à la manifestation européenne

fallu deux ans à la Commission pour arriver à cette décision, qui a été confirmée par le Tribunal suite à l'action en justice de la FSESP. En réalité, cette décision donne à la Commission un pouvoir discrétionnaire total sur ce qu'elle fait des accords des partenaires sociaux et affaiblit le principe de l'autonomie des partenaires sociaux.

L'affaire a été discutée en détail par le Comité d'administration national et européen et le Comité exécutif de la FSESP qui, parallèlement à l'action en justice, ont pris et planifient des initiatives politiques pour aborder les graves questions soulevées par les actions de la Commission. Il s'agit notamment d'une action conjointe avec les employeurs, de soulever la question avec d'autres comités de dialogue social et de rencontrer le nouveau commissaire à l'emploi afin de faire pression sur la Commission pour qu'elle clarifie les règles relatives aux accords entre partenaires sociaux.





La FSESP a été ravie d'accueillir le Président irlandais Michael D. Higgins au Congrès. Dans son discours d'ouverture, il a appelé à une action urgente sur le changement climatique et l'égalité des genres. Le Congrès a approuvé un Programme d'action et 10 résolutions d'affiliés. Les participant.e.s ont apprécié les exposés du Congrès couvrant les principales activités de la FSESP dans des domaines clés.

Non seulement c'était le premier congrès de la FSESP où l'équilibre entre les genres était respecté parmi les délégué.e.s, mais dans l'ensemble, il y avait plus de femmes que d'hommes parmi les intervenant.e.s lors des débats et des discussions en panel. Pour souligner l'importance permanente de l'égalité des genres en tant que question prioritaire pour la FSESP, les délégué.e.s ont signé une grande bannière - «Les droits des femmes sont les droits des travailleurs.euses» - comprenant le texte de la déclaration de Prague de la FSESP sur l'égalité des genres.

La délégation de la FSESP a joué un rôle actif dans le congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES), qui s'est tenu à Vienne du 21 au 24 mai. La FSESP s'est jointe aux appels à l'augmentation des investissements publics et à l'opposition aux partenariats public-privé. La CES a défini ses priorités pour les quatre prochaines années en mettant l'accent sur le renforcement des négociations collectives, l'augmentation des salaires et les transitions socialement justes. Après l'adoption de son programme d'action, la CES a élaboré une liste de priorités pour le nouveau mandat des institutions européennes.

La FSESP a veillé à ce que la version finale comprenne des points importants sur le dialogue social et la fiscalité progressive. Les élections du Parlement européen ont également eu lieu à la fin du mois de mai. Les résultats ont entraîné un changement dans l'équilibre des pouvoirs, le Parlement devenant plus fragmenté, moins prévisible et moins dominé par le centre-droit (Parti populaire européen) et le centre-gauche (socialistes et démocrates). Bien que l'extrême droite soit sortie quelque peu renforcée, elle n'a pas réalisé les gains que beaucoup craignaient.

La FSESP a suivi de près l'évolution du Brexit, qui n'était toujours pas entièrement résolu à la fin de l'année. Le Comité de l'administration nationale et européenne de la FSESP a publié une déclaration exprimant son inquiétude quant à l'impact sur le personnel des douanes et des frontières. Des représentant.e.s des affiliés britanniques et irlandais ont tenu le Comité exécutif au courant des principaux développements.

La FSESP a remporté un succès majeur avec la création d'un comité d'entreprise européen (CEE) dans l'entreprise de soins à la personne Korian. Il s'agit du premier CEE dans le secteur en pleine expansion des soins aux personnes âgées, où les entreprises transnationales jouent un rôle croissant. Un comité d'entreprise a également été établi dans une autre entreprise de soins à la personne, Orpea, mais les progrès vers la création d'un CEE ont été plus lents.

La FSESP s'est également jointe à l'ISP pour mettre en place un réseau mondial au sein de la multinationale de la santé Fresenius, afin de lutter contre ses pratiques antisyndicales dans certains pays et de négocier un accord-cadre mondial.

La FSESP a fait un grand pas en avant dans son travail de recrutement et d'organisation avec la nomination de deux nouveaux membres du personnel qui opéreront en Europe centrale et orientale, fournissant un soutien, des conseils et des informations aux affiliés sur les stratégies, les pratiques et les campagnes.

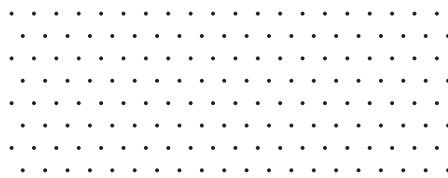


Manifestation en faveur du climat à Bruxelles

Deux recherches majeures ont été publiées au cours de l'année, toutes deux commandées à l'Unité de recherche de l'Internationale des services publics (PSIRU). La première est une mise à jour du rapport de 2014 sur l'[efficacité des secteurs public et privé](#), qui donne un aperçu de centaines d'études universitaires qui réfutent l'argument selon lequel le secteur privé est plus efficace. Le second, [Going Public](#), est une critique détaillée de la libéralisation de l'énergie et de la nécessité d'une propriété publique comme meilleur moyen de réaliser la décarbonisation. Avec le soutien de l'Institut syndical européen, la FSESP a également publié 35 fiches nationales sur le droit de grève dans le secteur public.

Après de nombreuses années sans grand résultat en termes de législation sociale dans l'Union européenne, l'adoption des directives sur l'équilibre entre vie professionnelle et vie privée et sur la dénonciation des dysfonctionnements, ainsi que la mise en place de l'Autorité européenne du travail, ont donné lieu à quelques développements positifs. Cependant, la version finale de la directive sur les conditions de travail transparentes et prévisibles a suscité une grande déception. Tout en offrant de nouveaux droits aux travailleurs, la directive comprend une clause permettant aux personnels de l'armée, de la police et des services d'urgence d'être traités différemment et de se voir refuser certains droits et protections.

La FSESP a souhaité ses meilleurs vœux aux responsables sous-régionaux, Josef Krejbych et Vasyl Shilov, qui ont tous deux pris leur retraite après de nombreuses années de service pour l'ISP et la FSESP.



RAPPORT FINANCIER

Compte de résultats consolidé s'achevant au 31 décembre 2019

RAPPORT FINANCIER

		BUDGET	BILAN	BILAN	AU-DESSUS/ EN DESSOUS DU BUDGET
		2019	2019	2018	
	Recettes				
100	COTISATIONS	€7,735,948	€7,777,921	€7,553,542	0.54%
120	SOURCES DE RECETTES EXCEPTIONNELLES	€93,000	€91,232	€90,213	-1.90%
130	INTÉRÊTS ET PRODUITS DES INVESTISSEMENTS	€30,000	€32,421	€30,902	8.07%
140	REMBOURSEMENTS	€45,000	€5,354	€106,956	-88.10%
160	RECETTES EXCEPTIONNELLES	€0	€48,429	€127,715	
170	CONTRIBUTIONS AUX FONDS	€100,000	€83,867	€75,130	-16.13%
	TOTAL RECETTES AVANT PROJETS	€8,003,948	€8,039,223	€7,984,457	0.44%
190	ACTIVITÉS FINANÇÉES PAR BAILLEURS DE FONDS	€2,092,230	€1,780,183	€1,430,701	-14.91%
180	CONTRIBUTION BAILLEURS DE FONDS À GESTION DES PROJETS	€445,000	€394,974	€426,419	-11.24%
	TOTAL RECETTES BAILLEURS DE FONDS	€2,537,230	€2,175,158	€1,857,119	-14.27%
	TOTAL RECETTES	€10,541,178	€10,214,381	€9,841,577	-3.10%
	Dépenses				
	TOTAL ACTIVITÉS STRATÉGIQUES	€867,000	€806,888	€955,621	-6.93%
	TOTAL RÉUNIONS STATUTAIRES	€919,250	€932,906	€555,883	1.49%
	TOTAL RÉUNIONS ET ÉVÉNEMENTS	€81,000	€81,047	€71,062	0.06%
355	REPRÉSENTATION (SOUS) - RÉGIONALE	€120,000	€115,216	€136,552	-3.99%
360	ACCORD ISP-FSESP	€850,000	€790,000	€850,000	-7.06%
380	PRIX KLUNCKER WURF	€15,000	€15,000	€15,000	0.00%
390	CONTRIBUTIONS	€8,000	€7,956	€7,956	-0.55%

		BUDGET	BILAN	BILAN	AU-DESSUS/ EN DESSOUS DU BUDGET
		2019	2019	2018	
	Dépenses				
	TOTAL PERSONNEL	€5,060,125	€5,124,321	€4,846,755	1.27%
	TOTAL FRAIS DE BUREAU	€625,926	€631,280	€619,930	0.86%
440	FRAIS DE PERSONNEL/ BUREAUX ALLOUÉS AUX PROJETS	-€445,000	-€394,974	-€426,419	-11.24%
	FRAIS DE PERSONNEL/BUREAUX NETS	€5,241,051	€5,360,627	€5,040,267	2.28%
460	AUDIT	€104,800	€108,163	€82,999	3.21%
470	FONDS DESTINÉS AUX DONS (DÉPENSES)	€100,000	€21,303	€52,650	-78.70%
480	DÉPENSES EXCEPTIONNELLES	€0	-€7,260	€131,649	
490	PROJETS À FINANCEMENT EXTERNE	€2,537,230	€2,175,158	€1,857,119	-14.27%
	TOTAL DÉPENSES AVANT AMORTISSEMENT ET PROVISIONS	€10,843,331	€10,407,004	€9,756,759	-4.02%
510	AMORTISSEMENT	€54,000	€56,738	€44,454	5.07%
520	PROVISIONS ET RÉSERVES	€320,000	€351,627	€300,178	9.88%
530	EXCÉDENT PROVISIONS FONDS DE SOLIDARITÉ	€0	€63,352	€41,187	
550	PRÉLÈVEMENTS PROVISIONS	-€360,000	-€360,000	€0	0.00%
570	PRÉLÈVEMENTS FONDS DE SOLIDARITÉ	€0	-€72,788	-€18,707	
	TOTAL PRÉLÈVEMENTS	-€360,000	-€432,788	-€18,707	20.22%
	Total Dépenses	€10,857,331	€10,445,932	€10,123,871	-3.79%
	Excédent/Déficit	-€316,153	-€231,551	-€282,294	-26.76%



**INTERNATIONALE
DES SERVICES PUBLICS**

La fédération syndicale internationale des travailleurs.euses des services publics

45 AVENUE VOLTAIRE, BP 9
01211 FERNEY-VOLTAIRE CEDEX
FRANCE

TEL: +33 4 50 40 64 64
COURRIEL: PSI@WORLD-PSI.ORG
WWW. PUBLICSERVICES.INTERNATIONAL

L'Internationale des Services Publics est une fédération syndicale internationale qui regroupe plus de 700 syndicats représentant 30 millions de travailleurs.euses dans 154 pays.

Nous faisons entendre leur voix auprès des Nations Unies, de l'OIT, de l'OMS et d'autres organisations régionales et mondiales. Nous défendons les droits syndicaux et du travail et luttons pour l'accès universel à des services publics de qualité.